

COMPTES RENDUS

Céline SALA, **Les Francs-maçons en terres catalanes entre Lumières et Restauration. L'Art royal de Perpignan à Barcelone (1740-1830)**, Paris, Honoré Champion, 2009, 644 p., ISBN : 978 2-7453-1857-2, 20 €.

Cette étude de Céline Sala, auteure de nombreux articles sur la Franc-maçonnerie roussillonnaise, est la version remaniée d'une thèse de doctorat préparée sous la direction de Pierre-Yves Beaurepaire, soutenue à l'université de Nice en 2006. La recherche, construite à partir du croisement d'un important ensemble d'archives recouvrant à la fois les sources maçonniques déposées à la Bibliothèque nationale de France depuis plus d'un demi siècle et celles ramenées de Russie à Paris il y a dix ans, et les archives issues des fonds publics dont l'exploitation permet de contextualiser le rôle des loges et des francs-maçons dans la société civile, s'inscrit dans le cadre des problématiques et des réflexions méthodologiques engagées par l'historiographie depuis une vingtaine d'années. Dans cette perspective, l'auteure définit deux pistes de recherche visant, pour l'une, à analyser les transformations des pratiques des francs-maçons dues à la crise révolutionnaire et, pour l'autre, à mettre en lumière la propension de ce lieu de sociabilité à exprimer la spécificité de sensibilités culturelles régionales. La pertinence de ces deux axes de recherche est bien mise en évidence dans les premières pages de l'ouvrage, pages dans lesquelles Céline Sala souligne notamment les incidences politiques et culturelles du rattachement tardif du Roussillon à la couronne de France et de sa position de rempart face à l'Espagne, et le fort succès de cette forme de sociabilité (vingt loges – dont cinq pour la seule ville de Perpignan – et plus de 1 000 initiés durant le siècle qui sépare le moment d'émergence de la sociabilité maçonnique en Roussillon de la Révolution de 1830). L'enquête est conduite selon un plan en trois parties. La première partie de l'ouvrage pose la relation existant entre l'espace maçonnique et la province de Roussillon. On y voit essentiellement émerger la tension due à la relation développée entre une société roussillonnaise, franc-maçonne ou profane, jalouse de préserver son indépendance et les contraintes imposées par la vie maçonnique par la dépendance envers la Grande Loge de France puis envers par le Grand Orient de France ; la seconde partie met en évidence la diversité d'un société maçonnique provinciale, cette partie précédant la dernière dans laquelle l'auteure développe ses analyses sur l'interaction entre la société maçonnique, la culture des Lumières et l'événement révolutionnaire.

L'étude de Céline Sala, outre la minutie et l'importance des sources dépouillées, présente de réelles qualités. Sur le plan méthodologique, l'auteure a le mérite de substituer à la démarche prosopographique, l'établissement d'une série de portraits individuels très précis fondée sur la diversité des profils maçonniques mise en évidence. Or, cette démarche présente l'intérêt de mettre en lumière de façon convaincante l'importance de l'élément familial dans la dynamique qui anime le développement de la sociabilité maçonnique. Sur le plan méthodologique, on notera également le caractère novateur de l'étude des discours. Celle-ci se fait par une confrontation efficace entre les discours des francs-maçons hors



des loges et dans l'espace maçonnique mettant en évidence l'attachement privilégié des francs-maçons au concept de Vertu morale qui est la motivation sociétale de la démarche initiatique engagée par ceux-ci.

Outre ses qualités méthodologiques, on soulignera également la capacité de cette étude à répondre positivement à son intention de mettre en évidence la propension de la sociabilité franc-maçonne à refléter l'existence d'une sensibilité culturelle régionale, les conclusions à partir de la situation observée dans le Roussillon permettant même, en raison des acquis liés aux travaux de Maurice Agulhon sur la Provence puis de Jean-Marie Mercier sur Avignon, de tracer les contours d'une sociabilité maçonnique méridionale. Si on peut constater la conformité des pratiques maçonniques dans les loges du Roussillon (conformité qui s'exprime dans les gestes festifs et philanthropiques et dans la fréquence des divisions notamment), ce sont en effet de forts particularismes sociologiques qui les caractérisent autour d'une surreprésentation de la noblesse militaire, d'une fermeture au clergé (fermeture qu'explique en partie l'attitude adoptée par l'évêque de Perpignan), de la faiblesse du grand négoce et de la forte présence des milieux artisanaux.

Si l'on doit saluer la capacité de l'auteure à montrer l'aptitude de la sociabilité maçonnique à refléter une identité régionale et, plus généralement, l'ampleur de cette recherche dont les apports dépassent celles des nombreuses monographies régionales qui constituent toujours la production dominante sur ce sujet, on est cependant moins convaincu par les réponses apportées sur l'interaction entre Franc-maçonnerie et Révolution. Une difficulté réelle réside dans la très forte rétractation de la sociabilité maçonnique dans le Roussillon sous la Restauration. Toutefois, c'est à ce niveau sans doute que Céline Sala aurait pu réintroduire avec profit la démarche prosopographique qui reste d'un intérêt véritable pour parvenir à saisir les inflexions provoquées par les crises majeures sur les pratiques sociales et culturelles des francs-maçons.

Éric SAUNIER

Isabelle TURCAN, dir., *Quand le Dictionnaire de Trévoux rayonne sur l'Europe des Lumières*, Paris, L'Harmattan, 2009, 190 p., ISBN 978-2-296-09250-1, 19 €.

Proche de la conurbation lyonnaise, la ville de Trévoux, que l'on confond parfois aujourd'hui avec un personnage historique, a été célèbre en son temps, au XVIII^e siècle, sous l'autorité de Louis-Auguste de Bourbon et de ses descendants. Elle est alors la capitale de la petite principauté de la Dombes. Désirant favoriser le développement de son petit État, surtout connu jusque là pour voir transiter toutes sortes de fugitifs, Louis-Auguste de Bourbon, fils naturel et légitimé de Louis XIV, y subventionne diverses activités économiques, dont une imprimerie, qui va faire la réputation de sa capitale à travers toute l'Europe des Lumières. C'est de ses ateliers modernes et spacieux que sortent notamment les *Mémoires de Trévoux*, le célèbre périodique jésuite, une édition du *Dictionnaire* de Bayle, une partie de l'édition in-folio de l'*Encyclopédie* et plusieurs éditions du grand *Dictionnaire de Trévoux* (1704-1771) présent dans toute bibliothèque de quelque importance du temps des Lumières. S'y ajoutent quantité de publications et des contrefaçons, qui font de Trévoux une des principales places du livre dans l'Europe du XVIII^e siècle.

C'est à l'évocation de ce riche passé, souvent ignoré, que ce petit volume est consacré. Isabelle Turcan, professeur de Lettres à l'Université de Nancy, y a réuni les résumés de conférences prononcées ces dernières années dans le cadre des activités de l'association ASTRID, vouée à la valorisation du patrimoine trévultien. Certaines ont pour

auteurs d'éminents spécialistes du XVIII^e siècle (Y. Le Guern, J. Sgard, I. Turcan, D. Varry) et d'autres de jeunes chercheurs, qui ont tous choisi de se pencher sur l'imprimerie de Trévoux, le *Dictionnaire de Trévoux* et le contexte dans lequel s'inscrivent ces deux créations. Une première partie de l'ouvrage présente les principaux acteurs de l'aventure trévultienne (membres de la famille régnante, imprimeurs, journalistes jésuites qui écrivent dans les *Mémoires de Trévoux*), ainsi que le cadre général dans lequel se développe l'activité de l'imprimerie de Trévoux (le livre prohibé, le statut des dictionnaires en France et en Angleterre). Toutes les communications de la seconde partie portent sur différents aspects du *Dictionnaire de Trévoux* : particularités de la première édition (1704), part du religieux dans l'ouvrage, place des patois, identité linguistique et diversité des langues dans le dictionnaire, réception de l'ouvrage du XVIII^e au XX^e siècle. Entre les deux parties, on trouvera la quintessence d'une exposition de 2004 consacrée au *Dictionnaire de Trévoux*. Enfin, dans un intéressant épilogue sont regroupés, outre un utile index, des extraits du *Dictionnaire* et un amusant montage de citations de cet ouvrage.

L'ensemble séduira l'honnête-homme du XXI^e siècle, curieux des choses du passé, et à plus forte raison ceux qui sont conscients de la richesse patrimoniale charriée par une langue et ce merveilleux outil qu'est un dictionnaire. Le spécialiste de l'histoire des idées et du monde de l'édition ne sera pas en reste. Il y a beaucoup à apprendre, en effet, dans ce volume clair, nerveux, qui, tout en restant simple et accessible au grand public, auquel il est principalement destiné, va à l'essentiel en étant au fait des grandes problématiques de la linguistique et de l'histoire du livre. Signalons, en particulier, l'intérêt des communications de J. Sgard (sur les premiers journalistes de Trévoux), de D. Varry (sur le livre prohibé à Lyon au XVIII^e siècle) et de M. Le Guern (sur les articles religieux dans le *Dictionnaire de Trévoux*).

La communication de M. Le Guern est tout particulièrement intéressante. Elle revient sur une question-clé, maintes fois débattue : à qui faut-il attribuer le *Dictionnaire de Trévoux*, paru sans nom d'auteur tout au long du XVIII^e siècle (ne figurent dans les différentes éditions que les noms de quelques contributeurs) ? Les Philosophes des Lumières et la rumeur donnent l'ouvrage aux jésuites, rédacteurs d'une publication au titre approchant, les *Mémoires de Trévoux*, le célèbre périodique savant moqué par Voltaire. Ils sont suivis par la plupart des actuels spécialistes du XVIII^e siècle. M. Le Guern parmi les premiers a remis en cause cette attribution, qui repose essentiellement sur des bruits et la proximité entre les deux titres. Il revient ici sur ce thème. Des jésuites ont certes pris part à la rédaction des premières éditions du *Trévoux*, mais ils ne sont pas les seuls rédacteurs du *Dictionnaire*, et, surtout, la Compagnie de Jésus ne possède à aucun moment le privilège de l'ouvrage. Elle n'en contrôle donc absolument pas le contenu. Comme le démontrent les archives de la Librairie et les inventaires après décès des intéressés, ce privilège appartient à des sociétés de libraires, qui ont la maîtrise sur le texte, emploient qui ils veulent et font imprimer ce qui leur convient. On pourra sur ce dernier point aller plus loin que M. Le Guern, qui, tout en limitant le rôle des jésuites, voit en eux les commanditaires de l'ouvrage (p. 109). Signalons à cet égard que plusieurs factums du temps les présentent comme de simples exécutants.

Les spécialistes d'histoire religieuse relèveront peut-être aussi quelques erreurs factuelles dans l'ouvrage dirigé par Isabelle Turcan : il y a, par exemple, dans la Compagnie de Jésus une Assistance de France, mais pas d'Assistance de Lyon (p. 22, il faut lire Province et non Assistance de Lyon). On pourra encore regretter que l'ouvrage ne fasse pas un sort aux faiblesses du *Dictionnaire de Trévoux*, et notamment à celles que renferment certaines éditions, dénoncées dès le XVIII^e siècle par des érudits, comme François-Louis Jamet dit le Jeune. Celui-ci a transmis, souvent en vain, de nombreuses corrections



aux libraires, qui centralisaient le travail de leurs rédacteurs. Le *Dictionnaire de Trévoux*, comme l'*Encyclopédie* qu'on lui a opposé, contenait, de fait, de nombreuses et grossières erreurs. Mais cela ne retire rien à l'intérêt général de ces deux immenses productions et à l'intérêt de ce recueil, tout à la fois utile et plaisant.

Christian ALBERTAN

Lise ANDRIES, dir., **Cartouche, Mandrin et autres brigands du XVIII^e siècle**, Paris, Éd. Desjonquères, coll. « L'esprit des lettres », 2010, 388 p., ISBN 978-2-84321-125-6, 29 €.

Spécialiste de la Bibliothèque bleue, Lise Andries nous propose un ouvrage collectif sur les brigands du XVIII^e siècle, essentiellement en France. Seize contributions se trouvent rassemblées dans trois grandes parties intitulées : « Identifier le brigand », « De l'escroquerie au grand banditisme : le phénomène des bandes » et « Archives judiciaires et littérature ». Dans la lignée des travaux d'Eric J. Hobsbawm, de Hans-Jürgen Lüsebrink et de Sarah Maza, cet ouvrage entend croiser les archives et l'abondante littérature judiciaire pour explorer la criminalité, ses représentations et le « panthéon populaire » (L. Andries, p. 13) des bandits, pour interroger la manière dont la société a pensé ses marges et ses déviances.

La première partie insiste sur les signes distinctifs du brigand, ce hors-la-loi placé en retrait de la société mais qui la fréquente ponctuellement par le vol et la violence. Vincent Denis et Michel Delon explorent l'évolution du signalement, dont l'essor est considérable à partir des années 1720. Au cours du siècle, les descriptions judiciaires et littéraires se précisent et se concentrent sur les particularités du visage. On retrouve dans les gravures et tableaux analysés par Madeleine Pinault-Sørensen la balafre de Cartouche ou la ceinture de tissu qui permet à Mandrin de dissimuler ses nombreux pistolets. Cerné par son visage et son allure, le brigand l'est aussi par son langage. Claudine Nédélec montre en quoi l'argot est plus une construction littéraire, à laquelle croient les magistrats, qu'une réalité culturelle. Attribut pittoresque de la cour des miracles, il gagne en noirceur et devient progressivement le reflet d'une dangerosité urbaine.

Le phénomène des bandes est au cœur de la deuxième partie. Deux contributions s'attachent d'abord aux « faiseurs d'affaire » (Laurence Fontaine) et aux « faux sorciers » (Ulrike Krampfl), escrocs de l'intermédiation économique. Quatre contributions s'attachent ensuite à cerner les pratiques criminelles et la répression des bandes à Paris (Patrice Peveri et Vincent Milliot), en Beauce (Nicole Dyonet) et à Genève (Michel Porret). On retiendra la typologie des bandits que propose P. Peveri, la distinction qu'opère N. Dyonet entre banditisme occasionnel et banditisme professionnel, enfin la biographie du bandit type que dessine M. Porret où la bande permet à un déclassé de se resocialiser. S'agissant de la répression criminelle, il faut distinguer les villes et les campagnes. Si Paris semble pacifiée, ce n'est pas le cas du monde rural. V. Milliot revient sur la moralisation et les nouvelles techniques d'infiltration des forces de police à Paris. N. Dyonet rappelle pour sa part que les brigands relèvent de la justice royale prévôtale : une justice militaire, sans appel et d'une grande sévérité.

Enfin, la troisième partie analyse le rapport entre fiction et réalité. Les trois premières contributions s'attachent au traitement du fait divers et aux processus de (dé)construction héroïque. L. Andries insiste sur la précocité et la liberté de ton qui caractérisent la littérature judiciaire en Angleterre. P. Peveri analyse la genèse de l'*Histoire de la vie et du procès du fameux Dominique Cartouche* (1722), ouvrage de propagande, écrit pour disqualifier (en vain) celui que le public a déjà hissé au rang de héros. Enfin, Anne-Marie Mercier-Faivre s'attache au traitement de l'affaire Mandrin dans la *Gazette d'Amsterdam* entre 1754

et 1755, comme un feuilleton qui fait du contrebandier, un opposant à la Ferme, un « héros fauché à la fleur de l'âge, [qui] incarne à jamais la force, la beauté et l'énergie » (p. 309). Dans les trois dernières contributions, c'est la figure du brigand justicier en littérature, en philosophie et en histoire qui est maintes fois convoquée. Catriona Seth montre que la vogue du roman noir et gothique fait du brigand un révolté permanent, aux prises avec les passions du temps. Jacques Berchtold évoque l'identification qui s'opère entre Rousseau et Cartouche, que le philosophe assimile finalement à la vertu. Enfin, Muriel Brot s'attache aux pirates et aux peuples autochtones qui crient à l'injustice dans *l'Histoire des deux Indes* de Diderot. Plus que jamais, le brigand semble le produit d'un dysfonctionnement social ; l'altérité pittoresque de la cour des miracles semble bien loin en cette fin de XVIII^e siècle.

Si cette dimension politique du brigandage avait été plus approfondie, cet ouvrage aurait sans doute davantage intéressé les historiens de la Révolution. On est surpris de voir à quel point l'événement révolutionnaire a été évacué des réflexions menées dans ce livre. On la retrouve cependant dans l'étude des *Mémoires* de Lenoir par V. Milliot, lorsqu'il affirme que le compromis, noué progressivement entre les forces de police et le peuple urbain, se lézarde dans les années 1780 (p. 189). Il poursuit en mentionnant le jugement que porte Lenoir sur les événements de la Révolution, sur le retour d'un brigandage généralisé qui marquerait la « défaite de la civilisation » (p. 190). On aurait grandement apprécié que ces points fussent développés.

La Révolution apparaît également sous la plume de Catriona Seth, lorsqu'elle estime que l'identité troublée des brigands du roman noir et gothique, capables du pire comme du meilleur, ne fait que refléter les incertitudes de l'époque révolutionnaire (p. 333). Elle mentionne également le personnage de Salverte, dans *Le Danger des souvenirs* (1806) de Jacques-Vincent Delacroix, dont l'identité de brigand est forgée par la Révolution qui lui a tout pris et contre laquelle il se bat.

On regrettera finalement le jugement hâtif de Lise Andries dans l'introduction, qui déclare qu'en un siècle le brigand a quitté la littérature de gueuserie pour entrer dans la littérature sociale, qu'avec les *Brigands* (1781) de Schiller il incarne désormais la révolte et que « régénéré par la Révolution française » (p. 27), il est devenu « l'incarnation du héros romantique, révolté ou mélancolique » (p. 28). Ne retrouve-t-on pas la cour des miracles dans *Notre-Dame de Paris* en 1831 ? En quoi le brigand a-t-il été « régénéré » par la Révolution française ? Les « brigands » du Mâconnais soulevés pendant la Grande Peur ou les « brigands » de Vendée ont-ils eu un impact sur les représentations du brigandage ? Surtout, la figure du révolté est-elle si originale en cette fin de siècle quand on sait que la figure de Robin des Bois s'impose dès le XV^e siècle ?

Malgré ces limites, l'ouvrage n'en demeure pas moins notable par la richesse de ses contributions.

Sébastien ANNEN

Jean DE VIGUERIE, **Le sacrifice du soir. Vie et mort de Madame Élisabeth, sœur de Louis XVI**, Paris, Cerf, « Biographie », 2010, 188 p., ISBN 978-2-204-09163-3, 19 €.

Jean de Viguerie nous présente ici une biographie traditionnelle qui suit pas à pas son personnage et dans laquelle il ne cache sa sympathie ni pour son héroïne ni pour les idéaux qu'elle défend.

Élisabeth Philippine Marie Hélène de France est née le 3 mai 1764 à Versailles. Elle est le cinquième et dernier enfant survivant du Dauphin de France, fils de Louis XV



et de son épouse Marie-Josèphe de Saxe. Les morts successives de ses parents la laissent orpheline à trois ans, aux soins des gens de sa maison, sous la surveillance de son grand-père, Louis XV, puis de son frère, Louis XVI. Le livre retrace tout d'abord cette vie princière à Versailles, détaillant l'entourage et les amitiés de la princesse. L'auteur s'attache notamment à décrire la formation intellectuelle et spirituelle de la princesse, soulignant au passage des aspects assez méconnus de la vie curiale de la période. Il montre ainsi les liens étroits entre l'entourage de la princesse et la maison de Saint-Cyr. Ses deux sous-gouvernantes, mesdames de Mackau et d'Aumale en sont issues. Rosalie d'Aumale est la nièce de la secrétaire particulière de Mme de Maintenon, fondatrice de l'institution. Madame Élisabeth se trouve ainsi l'héritière d'une tradition morale exigeante, qui repose sur un complet abandon à la volonté divine. Les cours de philosophie dispensés par la marquise de la Ferté-Imbault, fille de Mme Geoffrin, ont complété cette orientation en insufflant à la princesse un goût particulier pour les stoïciens. Cette formation intellectuelle explique l'inébranlable confiance en la « Providence » manifestée par la princesse au cours des années révolutionnaires qui constituent le deuxième axe de l'ouvrage.

Jean de Viguerie souligne, pour cette période, le double attachement de Madame Élisabeth au roi et à la cause contre-révolutionnaire. Elle refuse jusqu'au bout de quitter Louis XVI malgré ses désaccords fréquents avec la politique qu'il a choisie. L'aspect le plus intéressant développé par l'auteur concerne la pratique religieuse de la princesse. Au mois de juillet 1789, elle crée une association consacrée aux deux cœurs de Marie et de Jésus. Un an plus tard, au moment de la proclamation de la Constitution civile du clergé, elle fait un vœu solennel « au cœur immaculé de Marie pour obtenir la conservation de la religion en France ». Les associées se consacrent à des œuvres de charité communes et, malgré la distance qui les sépare fréquemment, une partie d'entre elles ayant émigré, elles parviennent à rester en communauté de prière. Madame Élisabeth offre en outre une sculpture en or des cœurs de Marie et de Jésus à la cathédrale de Chartres pour commémorer son vœu. Elle puise dans cette dévotion la force d'affronter la situation difficile que connaît la famille royale. Le 13 août 1792, elle est conduite avec son frère, sa belle-sœur, sa nièce et son neveu dans la prison du Temple. Elle en sort le 9 mai 1794 pour être jugée et exécutée le lendemain.

Plusieurs regrets restent au lecteur à la fin de cet ouvrage. De manière générale, le propos ne sépare pas assez l'histoire de la légende. Les sources, souvent de seconde main et de tradition contre-révolutionnaire, auraient mérité d'être mises en perspective. La partie qui traite de la période révolutionnaire ne résout pas toutes les interrogations sur le personnage. Ses rapports avec ses frères émigrés et les tensions que cela crée à l'intérieur de la famille royale sont éludés. Les causes de la mort de la princesse ne sont pas éclaircies non plus. À rester centré exclusivement sur l'intériorité et le point de vue de Madame Élisabeth, le livre oublie de la réinscrire dans une histoire plus vaste qui permettrait non pas tant de relativiser le personnage que de mieux le comprendre.

Hélène BECQUET

Philippe BOURDIN (dir.), **La Fayette entre deux mondes**, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2009, ISBN, 978-2-84516-413-0, 20 €.

À moins de considérer le *La Fayette* de l'iusabile et inénarrable Gonzague Saint-Bris comme une contribution historiographique, les actes de la journée d'études qui s'est tenue au Puy-en-Velay le 7 septembre 2007 à l'initiative du Centre d'Histoire « Espaces et

Cultures » de l'Université de Clermont-Ferrand sont, à ma connaissance, le seul ouvrage scientifique produit pour le deux cent cinquantième de la naissance de La Fayette en France. Cette initiative de Philippe Bourdin et des chercheurs qui l'entourent est donc unique.

Étrange revers de l'histoire pour un personnage qui s'est toujours beaucoup préoccupé de son image et de sa postérité ! Le « héros des deux mondes » est aujourd'hui celui d'un seul : le Nouveau, tandis que l'Ancien le boude...

Invité au printemps 2007 par l'Alliance Française aux États-Unis pour faire une tournée de conférences sur La Fayette, j'avais déjà eu l'occasion de constater l'extraordinaire différence de représentation du « héros des deux mondes » des deux côtés de l'Atlantique : héros sans tâche en Amérique, « Gilles César » et piètre politique dans l'Ancien Monde. Cette figure du Janus renoue en quelque sorte avec les représentations bifaces de La Fayette des années 1789-1792. Les actes de cette journée d'études permettent de comprendre cette dichotomie en mettant en avant la question de l'ambiguïté fondamentale de la personne, de l'action et des images de La Fayette de la période de la guerre d'Indépendance au XIX^e siècle.

L'ouvrage, introduit par Philippe Bourdin, comprend huit contributions.

La première est celle d'Étienne Taillemite, l'auteur de la dernière biographie historique consacrée à La Fayette en 1989. Elle est consacrée au rôle militaire du marquis dans la guerre d'Indépendance américaine. La deuxième contribution est due à la plume de Bruno Ciotti qui s'est intéressé à la dimension proprement militaire dans la campagne de La Fayette en 1792. Bruno Ciotti revisite la question des capacités stratégiques et tactiques du général et la manière dont elles furent mises en œuvre (ou non) dans la première campagne militaire de la France révolutionnaire.

Philippe Bourdin étudie ensuite l'évolution de l'image politique de La Fayette pendant la Révolution à Paris et dans sa région natale de la Basse-Auvergne. Philippe Bourdin s'appuie sur un corpus de gravures, d'estampes, etc. qui mettent notamment en valeur la figure du Janus révolutionnaire/aristocrate en 1790-1791, puis la construction de la figure du traître en 1792. La Fayette ne redevient une figure politique « positive » qu'en 1830 où l'on reprend des éléments des représentations de 1789.

Karine Rance s'intéresse à la période d'emprisonnement et d'émigration de La Fayette entre 1792 et 1800. Plus exactement, elle aborde, elle aussi, la figure de la Fayette sous l'angle de la confusion et de la complexité : difficilement soluble dans la contre-révolution, « émigré » mais surtout déserteur de l'armée française, et pourtant emprisonné dans des conditions difficiles par les Autrichiens, La Fayette ne relève pas des typologies « classiques » de l'émigration. Karine Rance s'attache également à décrire les réseaux internationaux de soutien dont bénéficie l'ex-général, et en particulier à celui des diplomates américains en Europe comme William Short, Gouverneur Morris et Thomas Pinckney, mais aussi les « amis » à Londres comme Lally-Tollendal. Elle analyse aussi la situation particulière du général parmi les exilés à Hambourg entre la libération et son retour en France.

Les deux contributions suivantes sont consacrées à la période post-napoléonienne de la carrière de La Fayette. La première des deux, due à François Weill, étudie les enjeux politiques et symboliques du voyage de La Fayette aux États-Unis en 1824-1825. Premier « visiteur officiel » à effectuer une visite triomphale à travers les États-Unis alors même qu'il n'est qu'une personne privée et qu'il ne porte aucun caractère officiel, La Fayette est, une fois de plus, une figure ambiguë. Cette tournée sert d'abord à renforcer l'image libérale du général à destination de la France de Charles X, elle est également utile aux Américains pour diffuser une interprétation mémorielle des fondements de leur République et



pour établir ou renforcer le lien idéologique entre la geste fondatrice de la guerre d'Indépendance et l'Amérique des années 1820. La deuxième contribution sur la période de la Restauration est une analyse du « fayettisme » à Lyon par Fabrice Boyer. Les différentes dimensions – symboliques, organisationnelles, etc. – de ce « fayettisme » montrent qu'il dépasse, et de loin, l'action politique de l'ancien général qui est autant « instrument utilisé par les opposants à la politique réactionnaire » qu'acteur politique.

Le texte de Tangi Villerbu renvoie ensuite à la question de la place de la « mémoire » de La Fayette dans la construction de l'histoire de la Révolution américaine en France entre 1850 et 1950.

Enfin, la dernière contribution du volume est une « bio-iconographie » due à Élisabeth Dravet à partir d'un corpus de représentations de la figure de La Fayette sur divers supports du début de sa carrière politique jusqu'à sa mort.

Les contributions rassemblées dans ce volume dressent un portrait complexe dans lequel la construction de la figure politique de La Fayette semble importer plus que son action proprement dite. Il est néanmoins dommage que l'historiographie récente ait plus ou moins abandonné l'étude concrète de sa politique. Ainsi, par exemple, son activité de « lobbyiste » dans le domaine commercial en faveur des États-Unis dans les années 1783-1789 n'a suscité aucune nouvelle recherche. De même, son action politique des années 1789-1791 reste encore peu explorée. Jacques de Cock, l'éditeur avec Charlotte Goetz des *Œuvres complètes* de Marat, avait pourtant écrit il y a quelques années de fort belles et intéressantes pages au sujet de « l'affaire des mouchards » dénoncée par Marat. Il est dommage qu'aucun chercheur (à ma connaissance) n'ait continué dans cette direction, car l'image de La Fayette qui émerge trop souvent en fait plus une icône qu'un acteur politique. Il est vrai qu'il est autant l'un que l'autre, comme le montrent bien les études rassemblées dans ce volume.

Marc BELISSA

Alain NOYER, **Jean-Baptiste Bottex et la liberté religieuse**, Biarritz, Atlantica, 2009, 346 p., ISBN 978-2-7588-0212-9, 19 €.

Magistrat ayant exercé dans plusieurs juridictions, en province et à Paris où il a achevé sa carrière comme président de chambre à la cour d'appel, Alain Noyer est également poète et romancier. Il compte parmi ses ancêtres le député Jean-Baptiste Bottex, élu du clergé de Bresse aux États généraux de 1789, ce qui explique sa démarche (compilation de quelques archives familiales et surtout étude des traces du député Bottex conservées dans les fonds des archives départementales et aux Archives nationales). Mais, plus qu'une nouvelle biographie de ce député du clergé, impossible en raison de la rareté des sources, Alain Noyer a cherché à comprendre quelles étaient ses idées sur la liberté religieuse et, au-delà, comment se présente la question religieuse en France à la veille de la Révolution et durant celle-ci.

Le livre, divisé en vingt-cinq chapitres d'une lecture aisée, s'attache d'abord à présenter le milieu familial de l'abbé Bottex avant de parcourir le récit de sa vie et de son engagement en tant que député aux états généraux. Né à Neuville-sur-Ain, le 26 décembre 1743, Jean-Baptiste Bottex était le fils d'un notaire royal. Après des études à Lyon, il devient professeur au séminaire de Saint Irénée de Lyon, puis, devenu docteur en théologie, quitte l'enseignement pour le service de sa paroisse natale, après avoir été un temps vicaire de Saint-Jean-le-Vieux, dans l'Ain. Parcours classique et sans surprise d'un fils

de notable local devenu prêtre, lorsque survient, non pas encore la Révolution, mais la convocation aux élections pour les états généraux. Choisi par le bailliage de Bourg-en-Bresse, il prête serment lors de la séance du Jeu de Paume. On ne possède que de maigres informations sur lui durant les semaines qui suivirent l'installation de l'Assemblée à Paris. Le *Dictionnaire des Constituants*, d'Edna Lemay ne mentionne pas de prise de position particulière de ce député, qui n'a pas une seule fois pris la parole dans les débats parlementaires. Résidant au séminaire des Missions étrangères à Paris, il semble y entretenir des relations étroites avec le groupe de députés qui s'est constitué autour de l'abbé Maury et des députés de la droite de l'Assemblée. En 1791, il refuse de prêter le serment, se plaçant ainsi dans le camp des prêtres réfractaires. Mais, ce que ne précise pas assez l'ouvrage qui ne fait pas une place suffisamment grande à une chronologie fine, cette opposition à la Constitution civile du clergé n'est partagée que par une faible majorité des membres du clergé. Il y a eu une première phase d'assentiment assez large de la part du clergé, suivie par des périodes de rétractation et/ou d'émigration. L'ouvrage de Timothy Tackett, *La Révolution, l'Église, la France* (Paris, Cerf, 1986) ainsi que l'*Atlas de la Révolution française*, tome 9, « Religion », dirigé par Claude Langlois, Timothy Tackett et Michel Vovelle (Paris, EHESS, 1996), montrent, cartes, graphiques et statistiques à l'appui, que la situation est très contrastée à la fois sur l'ensemble du territoire et selon les dates de référence. Ce qui ressort globalement est un assentiment des prêtres en 1791 (voir l'*Atlas*, carte de la page 32) accompagné du phénomène de rétractation du serment durant l'année 1792 (voir l'*Atlas*, carte de la page 33). De son côté, Tackett, qui ne mentionne pas le député Bottex, repère bien le département de l'Ain comme étant très majoritairement composé d'assermentés en 1791 (entre 72 et 100% selon les districts, carte p. 70) tandis que, pour la rétractation, les sources étant soit absentes, soit peu fiables, il place ce département en zone blanche, de données inconnues (carte p. 71). Une étude très fine des prises de position du clergé face au déroulement des séquences, tumultueuses, de l'histoire de la Révolution française, révèle bien d'autres surprises, dont le présent ouvrage ne se fait pas l'écho (on notera, p. 197-198 du livre une grande prudence d'Alain Noyer concernant la possibilité de faire une statistique ; pourtant, il conclut en suivant Jean Tulard, que les non-jureurs furent les plus nombreux). Notre collègue américain avait remarqué que la nécessité du consensus qui avait présidé à la rédaction des cahiers de doléances avait souvent conduit les rédacteurs à rédiger des opinions à la fois progressistes et conservatrices sur les questions religieuses. Il avait justement noté que tel était le cas des bailliages devenus ultérieurement départements de la Loire, de l'Ain, de la ville de Paris et de sa banlieue...

Prêtre réfractaire, le curé Bottex se place en retrait de la vie publique, mais il réside toujours à Paris. Arrêté comme suspect après le 10 août 1792, il est emprisonné à la Force le 14 août, refuse de prêter le nouveau serment demandé aux prêtres par l'Assemblée législative (« Je jure d'être fidèle à la Nation et de maintenir la Liberté et l'Égalité ou de mourir en les défendant »). Accepter de prêter ce serment posait sans doute au clergé respectueux de la liberté religieuse un cas de conscience d'autant plus grave que le pape ne s'est jamais prononcé en la matière. Bottex ayant refusé de prêter le serment demandé est massacré le 3 septembre 1792, avec 160 autres prisonniers sur les 408 détenus de la grande Force.

Alain Noyer développe sa réflexion sur la licéité de ce serment pour un catholique (voir p. 260 et suivantes). En effet, y adhérer supposait acceptation rétrospective de tous les autres décrets, et, par-dessus tout, de la Constitution civile du clergé. Le propos général du livre, dont l'ampleur chronologique dépasse le 3 septembre 1792 puisque l'auteur explicite les origines du Concordat de 1801, porte sur la notion de liberté religieuse. Les pages consacrées à cette réflexion sont les bienvenues – en particulier les chapitres 7 (qui porte



sur l'esclavage) et 11 à 14 (concernant les réformes législatives). À cette occasion, Alain Noyer livre, à côté de nombreuses citations des protagonistes de l'époque, ses réflexions personnelles sur la notion de liberté religieuse. Mais le député Bottex, à propos duquel une biographie que Mathiez avait qualifiée de « panégyrique destiné à plaider la béatification du martyr Bottex, massacré à La Force le 3 septembre 1792 » (*RHMC*, 1903, p. 647) avait été publiée en 1903 par l'abbé Charles Dementhon (*Une victime des septembriseurs. L'abbé Jean-Baptiste Bottex*, Paris, Lecoffre, 1903) est, paradoxalement, assez absent du livre. Nous pourrions reprendre à notre compte la conclusion d'Albert Mathiez qui, constatant la faiblesse des sources sur Bottex, relevait que l'abbé Dementhon faisait de l'histoire générale en s'appuyant sur des écrivains catholiques. Alain Noyer, dont les convictions catholiques sont apparentes dans ce livre, a préféré développer le thème de la liberté religieuse au XVIII^e siècle, le nom de Bottex lui permettant d'évoquer la Révolution.

Pour conclure, ce livre, qui s'achève sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, et, au-delà, sur la Déclaration du concile Vatican II sur la liberté religieuse, vaut peut-être plus par la partie consacrée au développement de ces idées sur la liberté religieuse que sur la biographie du député Bottex, impossible à réaliser.

Annie DUPRAT

Anne DE MATHAN, dir., **Jacques Cambry (1749-1807). Un Breton des Lumières au service de la construction nationale**, Brest, Centre de recherche bretonne et celtique, Université de Bretagne occidentale et Quimperlé, Société d'histoire du pays de Kemperle, 2008, 231 p., ISBN 978-2-901737-80-3, 15 €.

Si les historiens de la Révolution française connaissent essentiellement Jacques Cambry pour le *Voyage dans le Finistère* qu'il a publié en 1799, les actes du colloque organisé par Anne de Mathan en 2007 cherchent à mettre au jour d'autres aspects de son parcours en proposant une « biographie pluridisciplinaire » de ce protagoniste. Dans les dix-sept contributions rassemblées dans ce volume sont abordés l'itinéraire social de Cambry, ses réseaux de sociabilité et ses horizons culturels, notamment son œuvre bretonne. De ce point de vue, le pari biographique est tenu.

Pourtant, le parti-pris du volume, qui vise à couvrir l'ensemble de l'itinéraire biographique de Cambry pour « réévaluer son importance au niveau local, mais aussi national et international », s'avère risqué. Il repose en effet sur la conviction que tous les éléments constitutifs de son parcours présentent un intérêt analogue. Or, si les contributions de Cambry à la statistique descriptive ou à la création de l'Académie celtique singularisent ce « breton des Lumières », ce n'est pas le cas de tous les écrits de ce polygraphe, ni de tous les aspects de sa curiosité. Il nous semble donc que l'approche pluridisciplinaire revendiquée par Anne de Mathan aurait gagné à se concentrer sur les aspects qui individualisent Cambry au sein du moment révolutionnaire. Certaines contributions y parviennent, à l'instar de celle de Sharif Gemie qui, en comparant Scott et Cambry, montre que ce dernier reste une figure marginale de la culture franco-bretonne, ou celle de Karine Salomé qui examine avec attention la singularité de l'écriture de Cambry, une écriture qui s'écartere à la fois des normes des mémoires administratifs mais aussi des usages propres aux récits de voyage.

Dans cette biographie à plusieurs voix, l'articulation entre le singulier et le collectif achoppe parfois. Ainsi, si la contribution de Nicole Belmont rappelle clairement les missions que s'étaient donnés les fondateurs de l'Académie celtique, le lecteur aurait aimé en savoir plus sur le rôle qu'y a joué Cambry, sans le voir trop rapidement qualifié de « pré-

curseur de l'ethnologie ». En revanche, ce personnage aurait légitimement pu être comparé aux « seconds couteaux » que Jean-Luc Chappey a identifiés au sein de la Société des observateurs de l'homme. On peut aussi se demander s'il n'aurait pas été préférable de resituer le fameux *Voyage dans le Finistère* et sa *Description de l'Oise* par rapport à l'essor de la statistique descriptive dont les travaux de Jean-Claude Perrot et Marie-Noëlle Bourguet ont explicité les ressorts et les enjeux. Sous cet angle encore, la carrière de Cambry paraît emblématique. Elle commence en effet avec la Révolution lorsqu'en 1792 cet ancien précepteur devient tour à tour assesseur du juge de paix de Lorient, puis procureur de la commune, président du district de Quimperlé, administrateur du Finistère ; il termine enfin sa carrière comme préfet de l'Oise entre 1800 et 1802. La place tenue par les pratiques d'enquête dans l'administration du territoire semble alors conférer à la culture des voyages, déjà bien ancrée chez Cambry, une autre dimension. Elle aurait pu être mise en regard du passage de la relation de voyage au rapport d'inspection que Jacques Gury identifie dans l'œuvre de Cambry sans en tirer toutes les implications épistémologiques.

En dépit de l'hétérogénéité du volume, les historiens de la Révolution française liront avec plaisir cette biographie chorale de Cambry très précisément documentée.

Isabelle LABOULAIS

Ruth SCURR, **Fatal Purity. Robespierre and the French Revolution**, London, Vintage, 2007 (2006), 288 p., ISBN 9780099458982, 23.99 €.

S'étonnera-t-on que l'une des meilleures biographies de Robespierre écrites ces dernières années nous vienne d'outre-Manche ? Après des décennies d'anti-robepierrisme assumée, l'historiographie anglo-saxonne de la Révolution française serait-elle en train d'évoluer vers des jugements plus mesurés ? Aux côtés du recueil de textes préparé par le philosophe Slavoj Žižek, *Robespierre : entre vertu et terreur*, paru originellement en anglais en 2007, le livre de Ruth Scurr pourrait bien constituer l'amorce, dans le monde académique anglophone, d'une réévaluation positive de celui qui incarna mieux qu'aucun autre « leader » jacobin, l'aile démocratique de la dynamique révolutionnaire. S'il est sans doute trop tôt pour parler d'un tournant, il est en tout cas significatif qu'une nouvelle génération de chercheurs anglais ne se reconnaît pas dans la très longue tradition d'hostilité – « le dégoût et l'horreur » qu'inspirèrent les événements « de France » à Burke dès 1790 ! – de leurs devanciers et non moins compatriotes, à l'égard de la Révolution française.

L'auteur de *Fatal Purity*, Ruth Scurr, est une spécialiste de la pensée politique française au XVIII^e siècle. Elle signe ici une biographie historique et érudite qui se caractérise à la fois par le respect des sources et des grands textes de l'historiographie et par un parti pris plutôt favorable, à la limite de l'empathie. Ce faisant, elle rompt aussi avec l'esprit des derniers essais consacrés en France à la personne de Robespierre (notamment Laurent Dingli en 2004 et Jean Artarit en 2003, voir le compte rendu de Claude Mazauric dans les *AHRF*, 2005-1), plus attachés à accabler le personnage – et à travers lui tous ceux qui persistent à croire dans le progrès – à coup d'hypothèses psychanalytiques plus ou moins fumeuses, qu'à lui restituer sa vérité historique. Dans le cas présent, on oserait presque dire que l'auteur a fait sienne la maxime d'Aulard, adaptée pour la circonstance : « Robespierre, pour le comprendre, il faut l'aimer » !

Dans une introduction aussi brève qu'incisive, Scurr annonce sa position épistémologique et les objectifs de son travail : son livre est une biographie, au sens propre, et non un prétexte pour parler de tout. Loin des essais polémiques, il s'inscrit dans une



double logique de proximité et de critique. Scurr souhaite accompagner l'avocat d'Arras, « voir par ses yeux », tenter même d'en être l'amie (« I have tried to be his friend », p. 7), sans pour autant reprendre à son compte une quelconque légende dorée. Elle s'engage donc sur une voie médiane qui suppose, explique t-elle, « ni adulation partisane, ni animosité excessive ». Reconnaisant que les faits sont établis et qu'il n'y a plus grand-chose à attendre d'eux, elle entend se saisir du reste, à savoir l'espace de l'interprétation. Et elle propose une problématique : chercher à situer avec précision le moment à partir duquel Robespierre a commencé à croire à l'image que renvoyait de lui la Révolution, à s'identifier à elle jusqu'à faire corps avec le cours des événements et finir par les incarner aux yeux de ses admirateurs et de ses contempteurs. C'est une façon d'échapper aux pièges tendus par deux siècles d'affrontements idéologiques et d'éviter l'écueil qui consisterait à lire l'histoire de la Révolution à l'aune de la trajectoire personnelle de Robespierre, et inversement à chercher dans cette biographie des éléments annonciateurs des aléas et égarements de la France révolutionnaire.

Fort logiquement, le récit débute avec un retour sur les origines familiales, la jeunesse arrageoise. Si Scurr mentionne l'inévitable visite écourtée de Louis XVI au lycée Louis-le-Grand, c'est uniquement pour en relativiser l'importance et réfuter la thèse de la vexation ayant conduit à alimenter des sentiments hostiles à l'égard de la monarchie dès le plus jeune âge. Elle préfère insister sur les drames de l'enfance – la mort d'Henriette – et les succès scolaires. Puis vient la sociabilité académique, le goût pour l'écriture, pour la chose publique, et l'apprentissage de la politique. Dans la partie intitulée « Representing the Nation at Versailles » l'auteur suit Robespierre pas à pas dans ses nouveaux habits de député. Scurr souligne son inexpérience et sa timidité. Rapidement toutefois, le jeune représentant de l'Artois, d'abord piètre orateur mais travailleur acharné, s'impose comme un fervent défenseur des principes démocratiques et mène de nombreux combats : contre le décret du marc d'argent, pour le droit de vote égal et prend des positions radicales et remarquées comme sur le mariage des prêtres. L'accent est mis aussi sur la vie des clubs, notamment celui des Jacobins où Robespierre prend de plus en plus d'importance. Soulignons la place consacrée au traitement de la guerre à laquelle Scurr dédie un chapitre spécifique et la fine analyse des rapports avec Brissot. Le chapitre consacré à la lutte contre les Girondins (« The Pact with Violence ») est l'occasion de rappeler ce qui politiquement distingue Robespierre de ces derniers. S'il ne fut pas un communiste avant la lettre – il ne s'est jamais opposé à la propriété privée –, Robespierre combat le laissez-faire et milite ardemment en faveur de la taxation progressive et de la redistribution. La suite de l'ouvrage suit classiquement et minutieusement la chronologie, celle de la Terreur, des mesures d'exception, de l'élimination des factions, hébertistes d'abord, dantonistes ensuite, jusqu'à l'organisation de la fête de l'Être Suprême et la réorganisation du Tribunal révolutionnaire. Rédigé avec talent, le récit de la tragique journée du 9 thermidor, mené tambour battant, clôt l'ouvrage.

De cet exposé dense et précis se dégage une figure de Robespierre complexe. Nous sommes en effet bien loin du dictateur sanguinaire ! Scurr a fait le portrait d'un homme frêle, à la personnalité fragile, quasi fantomatique, que l'enjeu révolutionnaire transfigure. Mû par une volonté inexpugnable, intransigeant sur les principes de 1789, il reste fidèle jusqu'au bout à sa conception des droits naturels puisée chez Rousseau, Locke et Mably. C'est au nom de la poursuite de ces principes et de l'intérêt supérieur du peuple qu'il justifie la violence légale jusqu'à ce que celle-ci l'emporte sans que ce dernier réagisse.

Malgré ses indéniables qualités, le livre connaît quelques ratés tant il est difficile peut-être de tout faire tenir en un seul et même ouvrage, à la fois la chronique de la politique parisienne, le mouvement de la Révolution hors de la capitale et le fil de la

biographie. Ainsi, lorsque l'auteur, plutôt que d'aller prendre le pouls du pays, fait le pari délibéré de s'isoler avec Maximilien. Chaque fois que celui-ci, malade, se retire chez les Duplay, Scurr en oublie presque qu'au dehors l'histoire continue. Si elle montre bien que l'histoire de la Révolution française est impensable hors de la figure de Robespierre, son livre nous enseigne également qu'à se tenir dans l'ombre de Robespierre, le risque est grand de perdre de vue le cours des événements. Comment expliquer la chute de Robespierre, si seul Robespierre incarne la Révolution? Est-ce à dire que le mouvement sectionnaire avait fini d'être révolutionnaire? Et *quid* de l'image du tribun dans les provinces les plus éloignées de Paris, dans le reste de la France en Révolution? Ceci dit, il ne faut voir là que de menues remarques, car *Fatal Purity* est une très bonne biographie dont on ne peut que souhaiter la traduction rapide en français.

Julien LOUVRIER

Pierre-Yves BEAUREPAIRE et Silvia MARZAGALLI, **Atlas de la Révolution française. Circulation des hommes et des idées 1770-1804**, Paris, Éditions Autrement, 2010, 80 p., ISBN 978-2-7467-1434-2, 17 €.

Voici un petit ouvrage d'une consultation simple, qui rendra bien des services, et qui ne saurait être réduit au statut de pâle imitation de la toujours précieuse série des *Atlas de la Révolution française* publiée par les éditions de l'EHESS. Le thème retenu suscite d'emblée curiosité et intérêt, d'autant qu'il se trouve au centre tant des débats anciens et des polémiques autour de la « révolution atlantique » que des chantiers ouverts ou renouvelés sur les voyages et circulations, les transferts culturels, les colonies, les biens nationaux, la guerre, etc. Les deux auteurs ont choisi de suivre un plan d'ensemble chronologique, mais qui fait la part belle aux approches thématiques à l'intérieur des quatre parties successives : la révolution de 1789 tout d'abord resituée parmi les révolutions de la seconde moitié du siècle ; 1789-1792, « la France en Révolution » ; 1792-1799, sous un titre « la radicalisation révolutionnaire » qui ne concerne pourtant pas toutes ces années, loin s'en faut ; enfin « la France de Bonaparte : une consolidation de la Révolution ». Selon le schéma habituel de cette collection nommée « Atlas/Mémoires », l'ouvrage se compose de cartes et de divers graphiques accompagnés de commentaires et brefs textes de synthèse. La prise en compte des années du Consulat est la bienvenue, même si parfois le lecteur aurait çà et là souhaité un élargissement des réflexions vers l'Empire (mais il est vrai qu'un *Atlas de l'Empire napoléonien* existe dans la même collection, dû aux plumes de Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot).

On découvrira ici de très belles et utiles cartes sur les « révoltes et révolutions en Europe et aux Amériques », sur les colonies, sur l'économie et notamment le commerce, sur la circulation des informations et des savoirs, ou encore des cartes sur des sujets plus étroits mais ô combien significatifs (ici les itinéraires de trois savants, là ceux de quatre préfets, etc.). Tous les sujets liés aux travaux personnels de Silvia Marzagalli et de Pierre-Yves Beaurepaire nous valent des cartes neuves, ainsi que des analyses souvent passionnantes en dépit des contraintes imposées aux auteurs par un nombre si limité de signes. Par ailleurs, de nombreuses cartes sont reprises d'autres ouvrages (notamment les *Atlas de la Révolution française* évoqués ci-dessus et les travaux de Michel Vovelle), mais retravaillées et transformées par une mise en couleurs qui accroît souvent leur lisibilité immédiate. En revanche, selon un processus hélas bien connu, cela amène aussi à la reprise d'erreurs ou de classements sommaires comme l'atteste par exemple la carte rangeant



les sociétés populaires en sociétés montagnardes ou sociétés girondines (copie de celle présente dans le tome 6 de l'*Atlas* de l'EHESS consacré aux sociétés politiques, donc avec ses erreurs et/ou approximations). De la même façon, d'autres affirmations éternellement recopiées d'un livre à un autre finissent par être agaçantes, à commencer par la trop fameuse « fuite à Varennes » (p. 36). Plaidons ici pour que cesse enfin l'emploi de cette préposition accolée de façon aberrante au nom de Varennes, de même qu'il faut souhaiter que puisse un jour prochain disparaître la sempiternelle référence aux prétendus « pleins pouvoirs » donnés aux représentants du peuple en mission (p. 41). Ce ne sont là cependant que des brouilleries qui ne doivent pas, bien sûr, remettre en cause l'ensemble de l'ouvrage, mais elles auraient pu si aisément être évitées qu'elles en sont d'autant plus fâcheuses, de même que quelques erreurs pour certaines cartes (ainsi, la guerre des farines située au sud de la Loire presque comme si la Vendée en était l'épicentre [p. 12], ou encore la chouannerie repérée uniquement en Bretagne [p. 38]).

Cet *Atlas de la Révolution française* comporte une version résumée du calendrier républicain, une chronologie sélective et une courte bibliographie. En dépit des quelques critiques ci-dessus, répétons que ce petit ouvrage sera fort utile, notamment aux étudiants qui ont hélas souvent du mal à situer les événements révolutionnaires dans l'espace.

Michel BIARD

French Historical Studies, Duke University Press, Durham, N. C., **Special Issue : 89 : Then and Now**, Volume 32, Number 4, Fall 2009, p. 527-706.

La revue *French Historical Studies* a publié à l'automne 2009 un numéro rétrospectif sur le thème « 1989 : vingt ans après », consacré à l'historiographie de la Révolution française depuis le Bicentenaire. Y ont contribué une douzaine d'auteurs, dont plus de la moitié, réunie en forum, dresse un bilan des nouvelles tendances enregistrées, les autres ayant rédigé de courtes études monographiques. Dans le premier groupe on retrouve les historiens David Andress, Laurent Dubois, Carla Hesse, Lynn Hunt, Colin Jones, Jean-Clément Martin, Sophia Rosenfeld et J. B. Shank ; dans le deuxième, Malcolm Crook, Philippe R. Girard, Mary Ashburn Miller et Timothy Tackett. Les conclusions qui se dégagent des réflexions du forum sont plutôt réservées, dans la mesure où l'année 1989 avait engendré une sorte d'euphorie, à la suite d'ébranlements majeurs : massacres de la place Tian An-Men, chute du mur de Berlin, puis effondrement de l'empire soviétique, disparition des démocraties populaires, fin effective du maoïsme, fin de la guerre froide. Pendant ce temps, le révisionnisme, privilégiant une lecture libérale de l'histoire, continuait à faire des ravages et remettait en cause le bloc monolithique de la Révolution française fondatrice d'un nouvel ordre mondial, la remplaçant par des révolutions au pluriel, des changements à facettes multiples étalés sur plusieurs décennies. L'historiographie récente, assagie et assainie, en est ressortie circonspecte, éclectique, pluraliste et pragmatique.

Faut-il s'en réjouir ou s'en lamenter ? Colin Jones, plutôt déconcerté, nous rappelle que Simon Schama, l'auteur de *Citizens*, le bestseller de l'année du Bicentenaire, avait résumé la Terreur de 1794 comme étant « 1789 agrémenté d'un plus grand nombre de cadavres », résumant ainsi l'approche révisionniste et postrévionniste, dépouillant la Révolution de son aura de *fons et origo* de la modernité et conférant aux Lumières, selon l'interprétation habermasienne toujours en vogue, une importance accrue. Colin Jones relève avec surprise le manque de mondialisation entre historiens de cultures intellectuelles différentes. Tandis que Sarah Maza aux États-Unis dénonce le *mythe* de la bour-

geoisie, Jean-Pierre Jessenne en France cherche à nuancer la voie qui mène « vers un ordre bourgeois ». Tandis que les Américains épousent la « French Theory » postmoderne et poststructuraliste à la Derrida, les historiens français lui tournent résolument le dos. Ne faudrait-il pas redécouvrir l'économie politique et placer l'égalité et la justice sociale au centre de nos préoccupations, s'interroge Jones, si nous voulons redonner à la Révolution française le rôle central, aujourd'hui occulté, qu'elle a joué dans l'invention de la modernité ?

À la lumière d'ouvrages récents sur le patriotisme de la noblesse, la sociabilité des milieux privilégiés ou la duplicité du couple royal, David Andress en déduit que l'histoire réelle est infiniment plus complexe que le mythe. Ne faudrait-il pas commencer par se débarrasser de celui-ci ? Car ce qui passait pour la Révolution française jusqu'en 1989 n'était-ce pas au bout du compte un mythe ? Aux yeux d'Andress, l'historiographie française de la Révolution semble avoir profité des vingt dernières années pour se remettre de sa propre histoire et, en cessant d'être l'enjeu de débats politiques stériles, peut aujourd'hui servir de tremplin à des conjectures enrichissantes sur la nature même de la modernité qu'elle aurait engendrée, selon le vœu même exprimé par Colin Jones.

Carla Hesse nous apprend qu'une nouvelle génération d'historiens emprunte une troisième voie pour sortir de l'impasse du Bicentenaire. Dans une contribution originale dont le titre peut surprendre, « The New Jacobins », elle se défend de vouloir réhabiliter les historiens marxistes que François Furet en 1989 condamnait pour leurs préjugés « néo-jacobins », mais cherche au contraire à remettre la Révolution à sa place dans la trajectoire historique du républicanisme français, prenant comme repère l'existence d'un centre républicain radical, issu du jacobinisme, de cet extrême-centre invisible mais omniprésent postulé par Pierre Serna. Carla Hesse se réfère ainsi à l'émergence d'institutions républicaines sous la Convention et se déclare solidaire des chercheurs qui y décernent les signes avant-coureurs d'un État de droit, tels le souci de la légalité et la volonté de placer la Loi au centre même de la réflexion politique, là où le révisionnisme néolibéral n'a perçu que terreur ou utopie.

Les vingt dernières années ont privilégié, outre-atlantique, les études sur l'émancipation, celle des femmes exclues de l'arène politique et celle des esclaves noirs dans les colonies françaises. Plusieurs historiennes adeptes des *gender studies* se sont attaquées à la toute-puissance du mythe pour découvrir, en dépit de la misogynie contemporaine, les indices d'un féminisme en marche sous la Révolution. Lynn Hunt, qui s'est récemment penché sur l'éthique universaliste des droits humains pour y détecter les ferments d'une telle libération progressive, ou potentielle, de la femme, se contente ici d'évoquer l'expérience révolutionnaire, et notamment la violence, à travers les estampes de la période révolutionnaire, qui se sont multipliées de manière exponentielle durant la décennie 1789 à 1799 et qui constituent un filon à peine exploité. Il n'en reste pas moins que les paradigmes marxiste et néotoquevillien ayant été sabordés, rien de semblable jusqu'à présent ne les a remplacés : l'histoire révolutionnaire lui semble désormais orpheline, privée de paradigmes.

Quant à la dimension coloniale, Laurent Dubois redonne vigueur à la notion d'une révolution atlantique, différente de celle proposée jadis par Palmer et Godechot, dans la mesure où elle est *a priori* antillaise et française. Depuis le livre de C. L. R. James sur Toussaint Louverture, publié en 1963 et intitulé *The Black Jacobins*, longue est la lignée d'études consacrées à Saint-Domingue et à la révolution haïtienne, aux débats passionnés qui se déroulèrent en métropole autour de l'esclavage et la politique coloniale, ainsi qu'à l'impact de la traite des noirs sur les ports atlantiques français. Dubois souligne que la fièvre insurrectionnelle eut une incidence dans toute la région des Caraïbes, depuis la



Guyane jusqu'à Santo Domingo, Cuba et la Jamaïque, la Martinique et la Guadeloupe. C'est dans ce contexte que se situe l'étude parallèle de Philippe Girard sur la politique coloniale du Premier Consul Bonaparte et l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue, sur l'équivoque qui entoure la loi du 20 mai 1802, dont l'application tout en nuances fut déléguée à Leclerc, puis à Rochambeau. Mais malgré l'effroyable gâchis dans lequel sombrèrent les opérations militaires, Girard souligne que l'esclavage n'y fut jamais rétabli et quand la révolution bascula en une guerre de libération et que Dessalines y proclama l'indépendance, c'est le statut de cultivateurs à demi affranchis institué par Louverture qui prévalut à Haïti.

C'est dans le cadre des Cent Jours, en avril et mai 1815, que Malcolm Crook poursuit sa chronique des élections de la période révolutionnaire et napoléonienne, mettant l'accent sur le vote populaire destiné à ratifier l'acte additionnel de 1815 et les élections des collèges départementaux à la Chambre des Représentants. Bien que le nombre des votants ne fût guère supérieur à un quart de l'électorat, le processus même de consultation électorale contribua fortement à lancer la légende de Napoléon, champion du peuple, promoteur des libertés, défenseur de l'acquis révolutionnaire et de l'honneur de la Nation, victime du royalisme face à la répression qui devait suivre la seconde restauration des Bourbons. En 1815, l'empereur des Cent Jours s'est réinventé comme personnage radical héritier de la Révolution française, représentant du républicanisme autant que de la monarchie héréditaire. Le fait que la pratique électorale avait été ravivée et étendue jusqu'au niveau municipal, conféra à cette osmose une auréole de souveraineté citoyenne que l'Empire avait au contraire érodée. Ainsi naquit le « bonapartisme démocratique », fondé dans l'exercice du suffrage et appelé à un rôle déterminant à partir de 1848.

Timothy Tackett continue à rechercher l'émergence d'une mentalité révolutionnaire sous l'Ancien Régime. Il présente ici les itinéraires de cinq hommes étudiés à travers leur correspondance et leurs journaux intimes écrits pendant les dix à vingt années qui précédèrent la Révolution : Félix Faulcon, Pierre Vergniaud, Gilbert Romme, Nicolas Ruault et Adrien-Joseph Colson. Essai de microhistoire qui démontre l'absence de valeurs culturelles ou de vision idéologique claire, susceptibles de révéler, avant 1787 et la première assemblée des notables, le moindre engagement politique indicatif d'une vocation révolutionnaire. Dans son livre *Becoming a Revolutionary*, publié en 1996, Tackett avait conclu que le choc psychologique de l'année 1789 chez les Constituants a compté plus que leur formation ou leurs lectures antérieures. Là où nous divergeons un tant soit peu avec le portrait qu'il brosse du jeune Gilbert Romme, c'est au sujet de son éveil socio-économique : celui-ci se situe à nos yeux en 1774-1775, quand Romme a 25 ans et suit de près le débat entre Turgot et Necker relatif à la liberté du commerce des grains. Prélude à la guerre des farines, cette querelle lui fera découvrir les dangers du laisser-faire et il se rangera résolument du côté de Necker qui défend les intérêts des petits consommateurs. L'éveil politique de Romme, en revanche, fut tardif et n'est perceptible qu'à partir d'avril 1789 : mais il fut fulgurant. Assidu aux séances des États généraux, puis de l'Assemblée constituante, il découvrit alors l'éthique des droits de l'homme et du citoyen, qui devait lui servir de repère tout au long de sa carrière de député à la Législative et à la Convention. Ce fut pour lui une véritable illumination.

L'explosion de joie qui accompagne cette révélation est symptomatique du caractère émotif de l'engagement révolutionnaire. L'article de Mary Ashburn Miller est consacré à la métaphore du volcan dans le langage de cette époque charnière. Elle constate qu'au début de la Révolution, l'éruption volcanique était le symbole de la force déchaînée et incontrôlée, alors que pour une brève période qui correspond au temps de la Terreur, elle va symboliser la passion patriotique et la vertu républicaine. Le langage devient

ainsi le reflet de la forte teneur émotionnelle des passions vécues. Or, l'étude des émotions est devenu un champ largement exploité à présent par des chercheurs attentifs aux manifestations de la psychologie révolutionnaire. Lynn Hunt en 1992 était la première à se pencher sur l'inconscient politique et avait emprunté le thème du « roman familial » à Sigmund Freud. Au dire de Sophia Rosenfeld, l'expérience révolutionnaire se prête à l'analyse, elle révèle la complexité psychologique de l'homme, isolé ou dans la foule, en proie à la frénésie collective des assemblées. Tendance innovante et prometteuse à ses yeux, qui pourrait permettre à la recherche historique de sortir de l'ornière où elle se trouve. L'étude du soi (*self* en anglais) à une époque où le sentiment a revêtu autant d'importance que la raison, pourrait nous permettre de déterminer comment la sensibilité a pu façonner l'action et la réaction (*agency*), et décrypter ainsi les soubresauts et les revirements inattendus de la Révolution. L'anxiété, la peur, voire la panique, peuvent mieux expliquer la nature des choix retenus et des actes accomplis en 1793-1794, considérés jusqu'à présent comme découlant de décisions rationnelles ou idéologiques. La contre-révolution fait son retour en scène comme mouvement né de la psychologie de la peur, à la même enseigne que les contre-lumières et l'antiphilosophie. L'effroi analysé par Antoine de Baecque ou Sophie Wahnich, ainsi que la spirale émotive de la suspicion et de l'incompréhension explicitée par William Reddy ou Darrin McMahon, peuvent être de précieux indicateurs.

Il incombe à Jean-Clément Martin (le seul chercheur à apporter une contribution en langue française) de nous offrir un résumé succinct de l'éclectisme régnant, qui oblige à des relectures, privilégie l'étude des particularités régionales et sociales aux dépens de la « grande politique », et englobe une pluralité d'approches, psychologiques, anthropologiques, interdisciplinaires ou comparatistes. Allusion aux études relatives aux révolutions survenues en Amérique latine, qui démontrent que les modèles appliqués n'étaient pas réservés à la seule France : telle, par exemple, la « guerre à mort » menée un moment par Bolívar. Martin souligne l'importance accrue de l'historiographie anglo-américaine devenue hégémonique par sa variété, comme par le nombre des intervenants. Il en conclut sur une note optimiste : la Révolution française, vue dans ses multiples dimensions, « possède une actualité, que les historiens et historiennes doivent revendiquer avec une force nouvelle pour reconquérir une place perdue dans nos sociétés ».

Jean-Pierre GROSS



Claude MAZAURIC, **L'histoire de la Révolution française et la pensée marxiste**, Paris, PUF, 2009, 194 p., ISBN 978-2-13-057563-4, 23 €.

La question du « marxisme », réel ou supposé, des historiens de la Révolution française, et donc des rapports entre pensée marxiste et historiographie révolutionnaire, a fait l'objet, ces cinquante dernières années, d'un grand nombre de débats. C'est d'ailleurs à ce sujet que se sont développées les polémiques interprétatives les plus violentes dans la deuxième moitié du xx^e siècle. Plutôt que de refaire une à une l'histoire bien connue de ces controverses, Claude Mazauric entend dans cet essai (composé de textes inédits ou issus de conférences prononcées à l'étranger et de chapitres parus dans des ouvrages collectifs), expliquer les liens anciens qui unissent Marx, le marxisme et les historiens de la Révolution française, selon une démarche qualifiée de « réflexive ». Il s'agit donc de revenir à la genèse de la pensée marxiste, d'identifier des concepts, des catégories, de saisir des manières de faire, comme autant de façons d'illustrer la fécondité dans le champ

des études sur la Révolution française, d'un compagnonnage théorique et intellectuel qui a pu être, *volens volens*, sujet à caution.

C'est d'abord sa consubstantialité avec la Révolution française entendue dans une chronologie longue, qui fait de la pensée marxiste – celle de Marx d'abord, celle des marxistes ensuite – une source centrale pour comprendre l'histoire de la dynamique révolutionnaire. Comme tous les penseurs de son époque, Marx est captivé par la Révolution française, événement capital, obsédant. Les fameux « Cahiers de Kreuznach » (1843) attestent un intérêt précoce et une connaissance fine qui donnent une idée de l'importance fondamentale jouée par cet événement sur la formation politique et intellectuelle du jeune philosophe. On le sait, Marx eut même le désir d'écrire une histoire de la Convention. De ce projet resté inachevé, l'œuvre postérieure porte les traces et témoigne, dans les notes, les références, les citations, des larges lectures préparatoires auxquelles il s'était prêté. « La Révolution comme moment de l'histoire, résume Mazauric, intervient ainsi de manière directe dans l'élaboration par Marx de sa conception des catégories du politique et du social, à l'œuvre dans sa compréhension du mouvement historique ».

Les marxistes les plus illustres, que l'on pense à Kautsky, Lénine ou Gramsci, se sont à leur tour confrontés à la Révolution française. Celle-ci a nourri leurs théories qui en retour ont donné du sens à l'effort pour connaître et comprendre la complexité du bouleversement révolutionnaire. Mais c'est à Jean Jaurès, avec l'*Histoire socialiste de la Révolution française* (1901-1903) que l'on doit la banalisation des concepts marxistes et leur passage dans l'historiographie positiviste ou « méthodique » de la Révolution française. Pour tous les historiens de la Révolution française qui se forment dans les années de l'entre-deux-guerres, la filiation Marx-Jaurès est déterminante. En rapportant l'histoire politique à des mouvements plus profonds – conflits de classe, croissance économique – Jaurès a tout simplement mis les historiens sur la piste du matérialisme historique. Mais cette greffe avec le marxisme, si essentielle soit-elle, ne s'est pas faite au détriment du savoir proprement historien et Jaurès le premier, comme le rappelle Mazauric, « soumet ses éventuels présupposés théoriques à l'épreuve de l'enquête de terrain », c'est-à-dire à la confrontation avec les sources.

Ceci étant dit, peut-on isoler dans les travaux des historiens de la Révolution française au ^{xx}e siècle un héritage authentiquement marxiste? Comment mesurer l'exacte influence du matérialisme historique dans l'historiographie révolutionnaire? Les difficultés méthodologiques sont nombreuses. Pour l'auteur, elles tiennent en premier lieu à l'existence d'un marxisme officiel dans toute l'Europe de l'Est jusqu'en 1989. Le caractère international de l'historiographie révolutionnaire, surtout après 1945, complique encore la tâche. Peut-on se contenter des historiens qui se revendiquent marxistes? Doit-on attribuer d'autorité le qualificatif à des chercheurs qui le réfutent? Et comment enfin distinguer le marxiste assumé des simples emprunteurs de concepts?

Après avoir décrit ce qui se rapporterait au marxisme dans l'œuvre de quatre historiens français (Soboul, Gayot, Lemarchand et Vovelle) et démontré qu'il existe bien des façons d'être un historien « marxiste » de la Révolution française sans pour autant être frappé de déterminisme interprétatif ou de dogmatisme méthodologique, un constat s'impose à l'auteur : il est vain de vouloir établir un profil type. En revanche, on peut trouver dans les travaux des historiens des concepts dont le lien au marxisme est « irrécusable ». Ces concepts ou catégories, Claude Mazauric en identifie trois : révolution bourgeoise, jacobinisme et lutte de classe, dont il rappelle avec brio les origines, l'influence et les usages dans l'historiographie. Dans le prolongement de l'exposé sur le jacobinisme, l'auteur a inséré toute une partie (Excursus n° 2) consacrée à l'œuvre singulière et riche de Jacques Guilhaumou. Ces pages sont assurément parmi les plus neuves du livre. En

effet, jamais auparavant l'étude des pratiques discursives et langagières de la période révolutionnaire n'avait été prise en compte aussi sérieusement dans l'appréciation des différentes façons de penser la dynamique révolutionnaire à la lumière du marxisme. Claude Mazauric s'emploie à situer l'œuvre de Guilhaumou dont les origines sont à chercher du côté du Laboratoire de lexicologie politique de Saint-Cloud et de l'influence de Régine Robin, dans un moment qui correspond aussi au développement du *linguistic turn* dans le champ des sciences sociales. Le rapport à Marx de Jacques Guilhaumou se caractérise par un parti-pris anti-historiographique, dans le sens où il rejette la tradition marxiste pour retrouver, dans le marxisme du jeune Marx, l'évidence du moment révolutionnaire. Il tend ainsi à s'écarter de la dimension proprement analytique et interprétative de l'activité historique pour retrouver avec l'événement la proximité qu'interdit toute construction et mise à distance de l'objet. La lecture qu'il propose du jacobinisme retient particulièrement l'attention. Refusant de le réduire à sa seule dimension politique et circonstancielle, Guilhaumou le considère comme un principe immanent à toute la période révolutionnaire. La voie qu'il a ouverte illustre à elle seule la diversité de l'approche marxiste de la Révolution française, même si ce marxisme, Mazauric en convient, est assez éloigné de l'histoire sociale conçue par l'école jaurésienne.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, Claude Mazauric fait retour sur les fondements de l'historiographie classique de la Révolution. On retiendra que dès l'époque révolutionnaire les trois principales tendances interprétatives (libérale, contre-révolutionnaire, républicaine) qui vont s'affronter durant tout le XIX^e siècle sont déjà constituées. La victoire et la stabilisation républicaine, l'avènement de l'histoire méthodique, l'émergence conjointe de la question sociale et nationale conduisent à la constitution d'une « généalogie prestigieuse » d'historiens – Mathiez, Lefebvre, Labrousse, Soboul – qui incarnent tout à la fois la prise en compte des hypothèses marxistes et le retournement d'une histoire jusqu'à eux essentiellement politique en histoire sociale. « Classique » cette historiographie ? Si Soboul s'en est ouvertement réclamé, son « officialisation » a pu occulter des nuances et rendre difficile les renouvellements et l'apparition d'interrogations nouvelles. Un temps hégémonique, elle s'est appuyée sur des structures (SER, IHRF...) dont il ne faut tout de même pas surestimer les moyens. Par ailleurs, sa domination n'a jamais empêché la persistance d'une lecture libérale et contre-révolutionnaire qui n'ont cessé, des années 1950 aux années 1990, de dénoncer l'influence négative du matérialisme historique sur l'historiographie. Pour Mazauric, ces remises en cause, particulièrement spectaculaires dans les années du Bicentenaire, n'ont pas fondamentalement modifié la tripartition initiale, même s'il estime qu'on a pu assister, sur un moment chronologique très limité, entre 1985 et 1995, à la subordination de l'historiographie « classique » par les différentes lectures dites « révisionnistes ».

Les chapitres terminaux, intitulés « Temporalité de la Révolution française » et « Figures du temps », dans lesquels Claude Mazauric retrouve notamment le Marx du *18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, les catégories de révolution, d'utopie et les figures de Babeuf et de Robespierre, complètent magistralement l'exposé par une mise en pratique concrète des catégories marxistes précédemment explicitées.

La boucle serait-elle ainsi bouclée ? Résumons : un philosophe élabore des concepts pour penser un bouleversement historique en cours qui lui-même alimente la réflexion de ceux qui cherchent à le comprendre. Des catégories à forte valeur heuristique émergent et se retrouvent dans un récit interprétatif qui obéit aux règles de la méthode historique (Jaurès). Dès lors, ces catégories – non sans être reconfigurées, relativisées, repensées au fur et à mesure que se déploient les intérêts des historiens – structurent tout ou partie de la lecture dominante de l'événement.



À ce tableau manque peut-être une chose. Au regard des aléas de l'historiographie révolutionnaire et de l'histoire politique de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, on peut se demander si les rapports des historiens de la Révolution française avec le marxisme n'ont pas excédé les emprunts conceptuels ou notionnels, si fondamentaux soient-ils, ce qui expliquerait l'enjeu qu'il y a les penser ! N'aurait-il pas été possible d'évoquer plus librement l'existence d'une véritable sociabilité marxiste dans un contexte intellectuel et universitaire étroitement lié à la géopolitique contemporaine ? Il aurait peut-être fallu consacrer davantage de place aux différents leviers qui ont permis la pénétration d'un certain marxisme dans la science sociale française et les enjeux de cette introduction. Et, pourquoi pas, prendre en compte les lectures des spécialistes de la Révolution qui se réclament de Marx ou du marxisme au-delà des seuls historiens français (*quid* du marxisme anglais ? du marxisme italien ?). S'il est évident qu'un auteur seul ne peut embrasser la totalité de l'historiographie, au moins aurait-on pu fournir au lecteur profane quelques indications bibliographiques. On regrettera aussi l'absence de clarification sur la méthode utilisée. On aurait aimé que Claude Mazauric s'applique à lui-même la démarche réflexive annoncée dans la préface, pourquoi pas sous la forme d'un chapitre liminaire destiné à donner au lecteur les clés pour comprendre l'itinéraire intellectuel et politique qui a conduit l'auteur à rédiger ce livre. Heureusement, ce qui n'est pas inscrit explicitement dans le discours est probablement à rechercher dans l'ordonnement de l'essai, et notamment dans cette deuxième partie intitulée « matérialisme et historiographie » sur laquelle rejaillit la conception du marxisme de l'auteur, un marxisme pratique devenu science, celui qui a irrigué largement les sciences sociales dès les années 1930 et connu son âge d'or après-guerre.

Ces quelques remarques n'enlèvent évident rien aux indéniables qualités de cet essai qui, sur ce sujet difficile, constitue désormais une source de premier ordre. Déminer un champ, parvenir à apporter du sens et donner à réfléchir à la puissante herméneutique de certains concepts, n'est-ce pas là le but ultime de l'historien, tel que le définissent les règles de la discipline fondées par les historiens méthodiques ?

Julien LOUVRIER

Histoire et engagement : avec Claude Mazauric, n° spécial des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 104, avril-juin 2008, 224 p., ISBN 978-2-917541-08-1, 14 €.

Les *Cahiers d'histoire* présentent sous le titre « Histoire et engagement », dans leur livraison d'avril-juin 2008, une série d'entretiens entre Claude Mazauric et Julien Louvrier. Rassemblés par ce dernier en vue d'une thèse sur « l'historiographie jacobine de la Révolution française dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle », ces entretiens offrent plusieurs possibilités de lecture, et ce n'est pas leur moindre intérêt. Menés avec vivacité par Claude Mazauric, ils comportent une part d'autobiographie qui n'est pas sans évoquer, quoique dans un registre différent, les essais d'ego-histoire publiés naguère sous la houlette de Pierre Nora. Interrogeant les liens entre le travail de l'historien et son engagement, ou plutôt ses engagements, ils pourraient figurer dans le *Dictionnaire des intellectuels français* de Michel Winock et Jacques Julliard. En fait, le propos de Julien Louvrier est avant tout historiographique. Il relève d'une démarche prosopographique dont les entretiens ici retranscrits donnent à espérer une analyse enrichissante d'un moment particulier de l'historiographie de la Révolution française.

On se laisse tout d'abord, avec un plaisir non dissimulé, entraîner par Claude Mazauric sur les chemins d'une existence en phase avec le siècle. Le rappel de ses ori-

gines est en même temps, puisque tel il le veut, une leçon d'histoire sociale (p. 21-40). L'individu certes, mais toujours pris dans le réseau dense des relations sociales dans lesquelles il s'inscrit et qui lui donnent en définitive sa consistance propre, depuis les années de jeunesse, l'expérience de la maladie, la formation intellectuelle, jusqu'à l'entrée dans le métier (p. 55). Chemin faisant, Claude Mazauric affirme de fait une position méthodologique fondée dans une pratique universitaire de l'histoire née au tournant du XIX^e siècle. Il se dit ainsi « historien des sources » et revendique tout au long des entretiens sa longue et « besogneuse » pratique des archives, en même temps qu'il fonde l'exposé de son ancrage familial dans l'horizon d'une histoire sociale appuyée sur une forte érudition (p. 25). L'évocation de la haute figure de Georges Lefebvre vient renforcer la revendication d'une forme d'héritage intellectuel et méthodologique assumé qui participe de la séparation d'avec François Furet, trop peu sur le « terrain » au goût de Claude Mazauric qui cite à ce propos Richard Cobb. Quelques figures, parmi bien d'autres, qui accompagnent ce long parcours, aussi bien dans son versant professionnel que militant, et amical. Figures trop souvent simplement évoquées peut-être (à l'exception d'Albert Soboul, et secondairement de Michel Vovelle), notamment lorsqu'il s'agit d'aborder la question du travail accompli au sein de l'IHRF et de la SER, où la remémoration cède exceptionnellement le pas à l'analyse historique. Car disons-le, l'une des difficultés sans doute, à laquelle peut se heurter l'analyse de ces entretiens dans la perspective voulue par Julien Louvrier, peut bien provenir de ce que, à de rares exceptions près, Claude Mazauric ne cède pas sa position d'historien, voire de maître. Claude Mazauric s'affirme lui-même d'abord enseignant, au plein sens du terme et dans toutes les dimensions que cela implique. Son témoignage est ainsi constamment surplombé, et ce n'est guère étonnant, par le regard de l'historien. Tel est déjà le cas de l'exploration généalogique à laquelle il se livre au début de l'entretien (p. 21). Tel il demeure dans la suite, alternant, vis-à-vis de son interlocuteur, décentration et conseils.

Vient, très rapidement après le rappel de ses jeunes années, la question de l'engagement, puisque celui-ci s'est affirmé très tôt, et rapidement affermi, au feu de combats dont il est utile de rappeler qu'ils ne furent pas toujours sans risques, sur fond de lutte contre la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie (p. 58). C'est ici qu'il faut sans doute garder en mémoire que la publication de ces entretiens par les *Cahiers d'histoire*, aujourd'hui « revue d'histoire critique », naguère « revue d'histoire marxiste », relève également de l'hommage rendu à l'un de ceux qui en fut un participant assidu. Claude Mazauric ne se fait en effet pas faute de rappeler l'activité intellectuelle qui fut celle du CERM puis de l'IRM, devenu aujourd'hui Espace Marx, éditeur des *Cahiers*.

De cet engagement, Claude Mazauric nous offre une vision contrastée. D'une part, ce n'est en définitive qu'avec une certaine réticence qu'il s'exprime sur sa présence dans les instances dirigeantes d'un Parti qu'il n'a jamais renié, malgré des vicissitudes qu'il ne tait pas, récusant l'expression de « cadre du PCF » (p. 79) et n'abordant qu'avec circonspection ses relations avec les cadres dirigeants dudit Parti (second entretien); de l'autre, il revient constamment sur l'entrelacement complexe de son engagement précoce et de son activité d'historien, au travers tout d'abord des sujets qui ont structuré cette activité (du projet de thèse initial sur Rouen à Babeuf et à la réflexion sur les origines du communisme) et de la pratique de l'histoire qui fut et demeure la sienne, ensuite par la place de la réflexion marxiste dans cette pratique, se disant avec quelque fierté « historien roturier », plutôt que « jacobin ». Cette position, peut-être moins aisée à discriminer qu'il ne veut bien le dire, se définissant lui-même comme historien et intellectuel engagé, et non comme historien engagé, s'enracine à la fois dans une histoire familiale et personnelle (seul moment où Claude Mazauric semble céder à une forme de déterminisme historique qu'il récuse avec insistance par ailleurs) et dans sa formation et sa démarche intellectuelle.



L'un des temps forts de ce témoignage est bien ainsi celui où Claude Mazauric aborde la question de son rapport au marxisme (p. 95-102). S'il se revendique « disciple de Marx » (p. 95) et s'affirme « adepte convaincu du matérialisme historique » (p. 96), il marque en revanche d'emblée la distance avec toute appréhension pouvant relever d'une philosophie de l'histoire. Aussi propose-t-il une analyse critique du schéma de la succession des modes de production, ainsi que de la distinction entre base matérielle et superstructure (p. 97-98). De même n'accepte-t-il en dernière instance le recours à la « lutte des classes », qualifiée « d'extraordinaire instrument d'approche de la dialectique historique », qu'à la condition « de n'en pas faire un usage métaphorique ou une explication passe-partout » (p. 101). Ces propos invitent donc à une réévaluation critique de la présence de la pensée de Marx dans l'historiographie française, hors de tout jugement dogmatique (pour une introduction à cette question, voir Thierry Aprile, « Marxisme et Histoire », *Historiographies, I, Concepts et débats*, C. Delacroix, F. Dosse, P. Garcia et N. Offenstadt, dir., Gallimard, Folio-histoire, 2010), et pas seulement celle de la Révolution, pour laquelle on trouvera sous la plume même de Claude Mazauric de plus amples développements (*L'Histoire de la Révolution française et la pensée marxiste*, Paris, PUF, 2009). D'une certaine manière, Claude Mazauric paraît ne pas renoncer à un « positivisme » historique (p. 73-74, terme dont nous usons ici sans aucune valeur péjorative, mais en référence aux fondements de l'école historique française), fortement ancré dans l'historiographie française, et que traduit le rappel de l'irréductible singularité de l'événement historique qui conduit à révoquer en doute le déterminisme historique (« opacité » des configurations historiques, p. 101).

Il présente ainsi la figure d'une génération qui a pu effectivement concilier discipline de parti, acceptation du « centralisme démocratique » et réelle indépendance intellectuelle (notamment dans son rapport au marxisme). Une conciliation qui n'allait pas nécessairement de soi, si l'on en juge par la virulence des conflits, et des ostracismes, qui en ont parfois été le prix, soit dans l'institution universitaire, soit au sein du Parti lui-même comme de ses organisations adjacentes, point sur lequel Claude Mazauric ne s'étend guère, assurant n'en avoir pas eu à souffrir véritablement. Pas plus qu'il ne revient volontiers sur la longue polémique avec François Furet, préférant renvoyer à la biographie d'Albert Soboul récemment publiée par lui-même (Nérac, éditions d'Albret, 2004). Ajoutons que cet engagement, hautement revendiqué, dans la pleine liberté intellectuelle, se nourrit également d'un double attachement à la République, celle de l'école, qui lui permit après son père d'évoluer hors de sa condition familiale, et celle de la santé publique, qui lui sauva la vie. Attachement à nouveau fondé dans l'expérience personnelle, et renforcé par le rôle joué par les communistes dans la République de l'après-guerre.

Revenons pour conclure sur le projet de l'auteur de l'entretien, qui nous semble, dans le principe, pouvoir s'inscrire dans la lignée des travaux d'O. Dumoulin ou de F. Dosse. On ne peut que souhaiter son aboutissement tant il nous semble vrai que la réflexion sur les modalités de l'élaboration de la connaissance historique est l'une des conditions de cette connaissance même. La présence, depuis maintenant près de 20 ans et au travers de nombreux aléas, d'une épreuve consacrée à cette dimension de la réflexion historique parmi les épreuves du concours de recrutement des enseignants d'histoire et géographie du second degré, épreuve qui n'oublie ni que l'histoire ne peut se séparer de l'historien (H.-I. Marrou, *De La Connaissance historique*, 1954), ni « Comment l'histoire fait-elle l'historien » (A. Prost, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 65, janvier-mars 2000, p. 3-12), en est l'un des signes. Riche expérience humaine que celle de l'histoire, dont témoigne ici Claude Mazauric.

Annales de Normandie, « La Révolution en Normandie. Nouvelles approches », Michel BIARD, dir., 2009-1, ISBN 978-2-902230-19-1, 20 €.

Ce numéro spécial des *Annales de Normandie* consacré à des travaux d'histoire régionale de la Révolution française, menés à l'Université de Rouen, est le premier volume de la nouvelle formule de la revue. Sa maquette est agréable.

Poursuivant l'étude de la dynastie des Le Couteulx, Richard Flamein présente ici un travail sur l'ensemble de bâtiments sis au 34 de la rue aux Ours, à Rouen, où voisinent le siège d'une entreprise aux activités variées et les demeures de certains membres de la famille. À chaque étape de l'ascension sociale des Le Couteulx (élite négociante, anoblissement, notabilité) correspondent non seulement des stratégies économiques, sociales et politiques, mais encore l'élaboration de valeurs (mérite, utilité sociale) et des manifestations matérielles du succès. L'auteur montre l'imbrication des sphères intime et publique, l'association du confort et du raffinement, l'existence de plusieurs modèles (aristocratique, anglais). Cet article constitue donc une intéressante contribution aux recherches sur le façonnement d'une identité bourgeoise dans la perspective tracée par le colloque *Vers un ordre bourgeois ?*

Angelo Celeri étudie l'effort de guerre dans l'Eure. Il faut habiller, équiper, armer les volontaires de 1791 et 1792, puis les requis. L'équipement des premiers se révèle particulièrement difficile, au point que les bataillons organisent leurs propres ateliers. À partir de 1793, les mesures extraordinaires, dont la mise en œuvre est encouragée par les représentants en mission, permettent d'équiper plus rapidement les recrues. Après la levée en masse, une économie de guerre est instaurée que l'auteur définit comme « une économie dans laquelle la satisfaction des besoins de l'armée passe avant tout [et] qui, de ce fait, nécessite une large intervention de l'État ». Angelo Celeri souligne l'ampleur de l'effort réalisé en 1793-1794 pour équiper et ravitailler les troupes dans un contexte particulièrement difficile.

Isabelle Antunes examine la formation, la composition et le fonctionnement des districts normands en 1790. Parmi les élus, les hommes de loi dominant, plus encore chez les procureurs-syndics que chez les administrateurs. Par leurs multiples activités comme par le destin de leurs élus, les districts apparaissent non comme de simples rouages intermédiaires, mais bien comme des instances importantes de la politisation et même comme des creusets pour la « classe politique » qui se dessinera sous le Directoire. Également élus, les procureurs généraux syndics des départements sont chargés de représenter le pouvoir exécutif central et de transmettre les lois. Gaïd Andro étudie ici ceux de Basse-Normandie. Elle s'attache à l'analyse de la crise fédéraliste, en comparant des départements aux trajectoires différentes. Fidèles à leur pragmatisme des années précédentes, ceux de la Manche et de l'Orne font preuve de prudence ; leurs procureurs généraux syndics apparaissent comme des administrateurs soucieux de concilier le local et le national. En revanche, le Calvados est traversé très tôt par de graves tensions : dénoncé par les patriotes, le premier procureur général syndic est lynché en septembre 1792. Son successeur encourage l'adhésion du département à l'insurrection fédéraliste, se comportant donc plutôt comme un représentant. Ainsi, suivant le contexte départemental, le procureur général syndic oscille entre deux figures, relais administratif du pouvoir central ou magistrat départemental élu.

Institutions extraordinaires, les comités de surveillance jouent également un rôle d'interaction entre pouvoir local et pouvoir central. Céline Duclos présente sa recherche sur ceux du district de Montivilliers (Seine-Inférieure). En l'an II, ses 142 communes sont toutes pourvues d'un comité de surveillance, mais certains se révèlent particulièrement actifs, tel celui du Havre. Si tous les comités de surveillance se montrent prudents (seule la moitié des suspects sont arrêtés), certains protègent en fait la communauté



locale. En campagne, leurs membres, souvent inexpérimentés, se trouvent confrontés à de nombreux décrets, touchant des domaines variés, et peinent à les saisir. Les comités de surveillance constituent donc d'importantes instances de politisation et leur étude conforte une approche nuancée des politiques de la Terreur.

Enfin, la Constitution de l'an III remanie les institutions locales, notamment en introduisant auprès de chaque département un commissaire central qui, contrairement au procureur général syndic, n'est pas élu. « Œil du Gouvernement » (Bernard Gainot), il « surveille et requiert l'exécution des lois » (art. 191 de la Constitution). Ce commissaire central dirige les commissaires cantonaux, rend compte au gouvernement et réalise des tournées, telles celles qui mènent Alexandre Crochon, premier commissaire de l'Eure, dans les zones attaquées par les royalistes. Dans l'article qu'il consacre à ce personnage, André Goudeau retrouve plusieurs thèmes qui traversent le volume : les engagements et combats politiques, la relation entre pouvoir local et pouvoir national, l'expérience politique et administrative réalisée par des « hommes nouveaux » appelés à former la « classe politique » et le groupe des notables en gestation dès la fin des années 1790. Alexandre Crochon est un ancien avocat. Procureur-syndic de district en 1790, il tente à plusieurs reprises de se faire élire député. Au lendemain du 18 fructidor, il est attaqué par les néo-jacobins locaux qui lui reprochent de ne pas parvenir à juguler la montée des violences royalistes. Tandis que le département défend Alexandre Crochon, les néo-jacobins alertent les ministres qui proposent au Directoire sa révocation. Le commissaire conserve pourtant son poste, grâce au soutien de plusieurs députés de l'Eure, anciens fédéralistes comme lui.

Au total, c'est à juste titre que Michel Biard souligne le caractère novateur des recherches ici présentées.

Samuel GUICHETEAU

Christine LAMARRE, Claude FARENC, éd., **Émeutes et journées révolutionnaires en Côte-d'Or, 1775-1800**, actes de la journée d'études du 25 novembre 2005, Dijon, Archives départementales de la Côte-d'Or, Cahier du Comité départemental pour l'histoire de la Révolution en Côte-d'Or, nouvelle série n° 2, 2009, 176 p.

Bienheureux département de la Côte-d'Or qui bénéficie non seulement d'une solide tradition d'études révolutionnaires mais encore aujourd'hui d'un actif Comité d'histoire de la Révolution française ! Après un volume consacré aux réjouissances civiques, celui-ci publie donc les actes d'une journée d'études consacrée aux émeutes et journées révolutionnaires. Dans son introduction, C. Lamarre mobilise de nombreuses références historiographiques provinciales (depuis l'érudition locale du XIX^e siècle jusqu'aux recherches de M. Edelstein en passant par les ouvrages de P. de Saint-Jacob, de J. Bart et tant d'autres) tout en replaçant les études ici rassemblées dans des perspectives de recherches plus larges (depuis la querelle entre B. Porchnev et R. Mousnier jusqu'à l'enquête de J. Nicolas sur *La rébellion française* en passant par les débats du Bicentenaire). En remontant à l'émeute frumentaire qui éclate à Dijon le 18 avril 1775 et annonce la Guerre des Farines (S. Pannekoucke), en donnant des éclairages sur les diverses étapes de la Révolution (mais la période 1793-94 reste un peu occultée), en n'ignorant pas les années 1800 (par exemple pour l'étude des tumultes au théâtre de Dijon), mais surtout en offrant un kaléidoscope de conflits, cet ouvrage enrichit notre connaissance des tensions révolutionnaires, de leurs enjeux et de leurs acteurs.

Ce volume aborde des enjeux sociaux tels que le problème des subsistances ou la question de l'accès à la terre qui met en compétition villageois et propriétaires à Géanges (J. Sirdey) comme à La Bussière-sur-Ouche (J. Bart). Sur le plan politique, sont examinés les réformes de Turgot et les oppositions qu'elles suscitent, la nouvelle compétition électorale, le contrôle de la garde nationale (G. Lévêque) et encore le découpage départemental et les divers enjeux qu'il recèle. Sur le plan culturel, différentes contributions abordent la question religieuse (de l'anticléricalisme des Lumières à l'agitation attisée par les réfractaires), la mutation de l'éducation et les résistances auxquelles elle se heurte (S. Morlot), le répertoire théâtral et sa censure (C. Trehorel). Ces multiples enjeux mobilisent des acteurs très variés. À l'étude des mobilisations du peuple des villes et de celui des champs répond celle des élites, aristocrates ébranlés mais pas résignés à l'instar de ceux de Beaune (S. Dollinger), ou bien bourgeois affirmant leurs prétentions nouvelles tant politiques qu'économiques. L'examen des tensions religieuses passe tant par l'étude de l'avidité des moines de Cîteaux (F. Seichepine) que par celle des résistances des fidèles, en particulier les femmes, paroissiennes attachées aux prêtres réfractaires, ou encore jeunes filles de l'hospice de Dijon récalcitrantes à l'arrivée d'éducatrices acquises aux principes révolutionnaires. Sur le plan militaire, à l'analyse d'une mutinerie menée en 1790 par des soldats probablement mus par une hostilité sociale contre leurs officiers au sang bleu (R. David) fait écho l'intérêt porté aux insoumis sous le Directoire (C. Farenc). Enfin, des pratiques diverses sont mises en œuvre par ces différents acteurs suivant les scènes et les enjeux des affrontements : lutte électorale, cris séditieux, charivari, voire meurtre.

Au total, une chronologie des tensions départementales s'esquisse, qui s'inscrit dans la dynamique révolutionnaire générale : Grande peur de 1789, tensions entre patriotes modérés et avancés en 1791 (par exemple à Vitteaux), emprisonnement de nombreux suspects en 1792, affrontement entre républicains et royalistes sous le Directoire. Mais alors réapparaît la question de l'an II dans ce département « bleu » (C. Lamarre). L'action vigoureuse des représentants en mission et des sans-culottes locaux, organisés en sociétés populaires et comités de surveillance, a en fait contenu les tensions, sans les faire disparaître. Peut-être l'approche géographique plus fine du département, que C. Lamarre appelle de ses vœux, apporterait-elle un éclairage complémentaire. Pour l'instant, cet ouvrage intéressera tous ceux que passionne la Révolution.

Samuel GUICHETEAU



ФРАНЦУЗСКИЙ ЕЖЕГОДНИК – 2010 [Annuaire d'études françaises – 2010. Les sources de l'histoire de la Révolution française et de l'époque napoléonienne], Textes réunis par Alexandre ТCHOUDINOV, Moscou, Quadriga, 2010, 472 p.

Suivant l'usage adopté dans la deuxième période de sa publication, ce nouveau numéro de l'*Annuaire d'études françaises – 2010* est composé en ordre thématique, cette fois autour des études révolutionnaires et napoléoniennes et des problèmes historiographiques. La particularité de ce volume, cependant, tient au fait que l'on a accompagné les divers articles de la première partie de la publication de documents, à savoir, de nombreuses sources utilisées par les auteurs ou en relation avec les thèmes traités (notons dès à présent que les documents rédigés en français sont également publiés en traduction russe). Ainsi, les études n'y occupent que 96 des 376 pages. Les éditeurs précisent, dans la préface, que cette place faite aux documents se justifie par la diversité des interprétations en présence et le choix, dans le présent volume, de se concentrer sur la présentation des événements *ad fontes* (p. 5).

La première partie comprend cinq articles accompagnés de sept appendices. Relevons d'abord qu'en suivant l'une des traditions anciennes de l'*Annuaire*, les éditeurs ont sollicité des contributions de collègues étrangers. C'est donc en collaboration avec V. Rjeoutski de Paris que A. Tchoudinov a rédigé un grand article sur « Les acteurs russes de la Révolution française ». Il s'agit de la révision de l'une des constatations erronées de leurs prédécesseurs français et soviétiques (L. Pingaud et d'autres) d'après laquelle Pavel Stroganov et les frères Boris et Dmitri Golitsin, éminents hommes politiques russes, se trouvant au début de la Révolution en France, ont participé à l'événement ! D'après de nombreuses sources, y compris celles des Archives d'État russes des actes anciens et du Museo del Risorgimento di Milano, les auteurs démontrent de la manière la plus convaincante que nul d'entre eux n'a pris part aux événements révolutionnaires. Au contraire, les jugements de D. Golitsin révèlent sa critique des perturbations révolutionnaires ; quant aux vues de son frère, les auteurs les étudient à travers *De l'influence des événements sur la formation d'une Constitution*, son œuvre inédite, rédigée en français et datée de 1790. Ils en concluent qu'il ne pouvait accepter les méthodes radicales de la Révolution française. En somme, les auteurs ne doutent pas que tous les trois seraient étonnés d'apprendre que la tradition historiographique leur attribue le statut d'« acteurs » de la Révolution (p. 45). Les trois appendices comprennent les correspondances de Pavel Stroganov et de Gilbert Romme, son gouverneur, des frères Golitsin et de M. Olivier, leur gouverneur, ainsi que le texte intégral de l'étude citée de B. Golitsin.

Maria Tchépourina, qui s'occupe des problèmes du babouvisme, a consacré son étude à l'un des aspects de l'activité de Babeuf à l'époque thermidorienne, en traitant un sujet peu connu, celui des origines de la formation de l'idée de la dictature révolutionnaire à travers sa correspondance. Elle a analysé les lettres disponibles des correspondants de Babeuf, destinées à la publication dans son journal (y compris les inédites, conservées dans les archives moscovites, ainsi que publiées dans le *Journal de la liberté de la presse*). En les partageant en quatre types et en les étudiant en profondeur, elle constate la déception du Tribun du Peuple devant les capacités analytiques des masses populaires (p. 258). Ce constat primordial, comme elle l'affirme, aurait contribué à l'émergence de l'idée que la présence des leaders populaires et, par conséquent, de la dictature révolutionnaire, était nécessaire (p. 259). Dans l'appendice, trois lettres inédites des correspondants de Babeuf, trouvées dans ses archives personnelles, sont publiées.

L'histoire de l'expédition d'Égypte, entreprise par le général Bonaparte, n'a pas été étudiée en URSS/Russie sous bien des aspects. Certes, les historiens soviétiques/russes ont abordé de temps à autre quelques aspects de cette question, mais principalement dans les biographies de Napoléon et de Talleyrand et en se référant dans son ensemble aux sources françaises. Par contre, E. Prusskaya, élève de A. Tchoudinov, a choisi pour thème l'étude de deux auteurs arabes dont les chroniques sont des sources de valeur pour l'histoire de cette l'expédition. E. Prusskaya présente ainsi une analyse critique des chroniques de Al-Jabarti et El-Turk, respectivement arabe et syrien, d'origine grecque, l'un et l'autre ayant été les témoins oculaires de l'événement et les représentants de différentes confessions religieuses. Elle discute leurs interprétations de bien des aspects de l'expédition : les causes, les particularités de la politique des Français à l'égard de la population de l'Égypte, leur conduite, etc. L'auteur souligne en particulier, d'après leurs récits, la position négative des habitants du pays envers les mœurs des Français, qui n'étaient point compatibles avec celles de la population autochtone, leur méfiance à l'égard des promesses exclusivement déclaratives des envahisseurs concernant leur soi-disant désir de leur accorder la possibilité de prendre part à la gestion du pays, etc. Toutefois, elle montre que les chroniqueurs se sont surtout intéressés aux deux insurrections contre les Français, en 1798 et en 1800 ;

en outre, leurs explications des causes de celles-ci se rejoignent (respectivement, le système des impôts et la conduite perfide des Anglais après la conclusion de la convention de El-Ariche). L'auteur constate l'attitude négative des deux chroniqueurs à l'égard des actions des Français; quant aux renseignements que leurs chroniques contiennent, elle croit que celles-ci se complètent les unes les autres. Dans l'appendice, elle a publié, en traduction russe de l'arabe, un extrait de la chronique de El-Turk dont le texte intégral a été jadis publié dans sa traduction française (Paris, 1839).

Les deux derniers articles concernent les sources de l'histoire de la guerre de 1812. E. Vovsi des États-Unis décrit dans son article les riches fonds des Archives de la Guerre, qui sont en relation avec la campagne russe de Napoléon. On peut partager sa conclusion sur la nécessité de la publication de ces documents qui auraient sans doute augmenté la base documentaire que les historiens russes possèdent en leur donnant la possibilité de l'étude de l'histoire de la guerre de 1812 sur la base de sources beaucoup plus complètes (p. 303). Or, il n'a inséré dans l'appendice que trois documents sur la structure et le nombre de quelques-unes des divisions de la Grande Armée.

Par contre, N. Promyslov étudie à travers les lettres des soldats français le retrait de l'armée française de Moscou à Smolensk. En utilisant de nombreux documents, surtout inédits, tirés des archives russes, il révèle bien des questions touchant à leur état d'esprit, à la vie quotidienne de l'armée française, aux dures conditions de sa situation. En même temps, l'auteur démontre la crainte des soldats de décrire dans leur correspondance familiale la dure réalité de la campagne, afin de ne pas leur causer une trop grande peine aux leurs. On ne peut, de plus, qu'être intéressé par l'affirmation de F. Granal, adjoint au chirurgien, exprimée dans sa lettre du 7 novembre 1812 : « L'armée russe a eu la fausse politique [...] de donner l'exemple de l'incendie » (p. 322, 369). On sait que le problème des organisateurs de l'incendie de Moscou avait suscité beaucoup de discussions. Qu'il me soit permis de me limiter à citer le nom de V. Kholodkovski, historien soviétique, ayant irrémédiablement réfuté dès 1966 la version chimérique de la culpabilité des Français dans cette action. Ajoutons enfin, que Promyslov a publié 26 documents dans l'appendice.

Lors de la deuxième période de la publication de l'*Annuaire* (de 2000 à 2009), quatre volumes sur dix ont heureusement contenu des parties historiographiques. La deuxième partie du présent volume comprend également des articles sur les historiens soviétiques et français. I. Ossinovski, spécialiste d'histoire médiévale, revient dans son entretien avec A. Mitrofanov sur les querelles ayant eu lieu dans les années 1960-1980 entre les médiévistes soviétiques, spécialistes de l'histoire des pays occidentaux. À travers les relations compliquées de S. Skazkine, B. Porchnev, A. Gourevitch et d'autres, il révèle la pression idéologique des milieux officiels sur la science historique. Il parle avec douleur de quelques-uns d'entre eux qui étaient désireux de reprocher à leurs collègues d'avoir omis la lutte des classes, même là où elle n'existait point, soit de trouver dans les études de leurs collègues des fautes méthodologiques (p. 389, 392).

P. Ouvarov a entrepris pour la première fois l'étude de la perception de l'œuvre de E. Le Roy Ladurie en URSS et en Russie contemporaine. Il a discuté beaucoup de problèmes dont nous ne retenons ici que les plus importants : l'interprétation des différentes approches de l'historien français de la part de nos prédécesseurs soviétiques a été faite exclusivement à partir des positions de la méthodologie marxiste et, par conséquent, elle n'aurait jamais été complète; la diversité des approches méthodologiques avancées par le leader de la troisième génération des *Annales* a « contribué » à la naissance de beaucoup de freins à la compréhension de son œuvre en Russie. Cela dit, ses vues essentielles ont, bon gré mal gré, laissé une influence marquante sur les approches lancées par quelques-uns des chercheurs contemporains russes (S. Néfédov, B. Mironov et d'autres, p. 407-409).



On peut placer dans le cadre de l'étude de l'historiographie française mon article consacré à Jacques Godechot, dans lequel j'ai brossé le portrait de ce grand historien français d'origine juive d'après ma propre perception d'une œuvre majeure qui honore la science historique française. On a publié aussi mes souvenirs sur Guennadi Koutchérenko (1932-1997), spécialiste remarquable de la pensée publique française du XVIII^e-XIX^e siècles. Malgré son cruel destin, conditionné par les changements ayant ébranlé son pays dans les années 1990, son œuvre a survécu ; il se trouve toujours auprès de nous grâce à ses livres.

Parmi les nouvelles tendances apparues dans l'*Annuaire*, citons également la publication des comptes rendus sur les éditions russes et étrangères. Ainsi, D. Bovykine a publié un compte rendu prolix sur le récent livre de A. Gordon *La Grande Révolution française dans l'historiographie soviétique* (Moscou, 2009). Il parvient à lancer nombre d'idées sur les particularités de l'historiographie soviétique. Quant à ses objections critiques, elles rejoignent nos opinions sur un point très important, à savoir que l'auteur a omis l'interprétation de la contribution de la science historique soviétique à l'historiographie mondiale de la Révolution (p. 447) (voir aussi à ce propos mon compte rendu sur ce livre dans les *AHRF*, 2010, n° 362, p. 195). G. Kaninskaya, de son côté, a rédigé un compte rendu sur le livre de M.-P. Rey consacré au tsar russe Alexandre I^{er} (Paris, 2009), qu'elle a qualifié de « merveilleux » (p. 463).

Ce volume prouve une fois de plus que les éditeurs de l'*Annuaire* continuent, d'une part, les traditions de leurs prédécesseurs (étude approfondie de l'époque révolutionnaire, collaboration avec les chercheurs étrangers) et, de l'autre, qu'ils sont désireux de réviser quelques-unes de leurs interprétations.

Varoujean POGHOSYAN

Maréchal Alexandre BERTHIER, Bernard GAINOT et Bruno CIOTTI, **14 juin 1800. Marengo**, Clermont-Ferrand, LEM, 2010, 109 p., ISBN 978-2-917575-13-0, 17.90 €.

À Marengo, les armées françaises remportent sur les bataillons autrichiens une victoire dont le récit laisse à la postérité les images d'un Bonaparte génial à la manœuvre et d'un général Desaix courageux dans le sacrifice. C'est ce moment de Marengo, épisode peu glorieux sur le terrain et dont le tournant à l'avantage des troupes républicaines relève autant d'initiatives hasardeuses que de l'étonnante déstabilisation des positions ennemies, que les éditions de la Maison ont décidé de mettre à l'honneur. En décidant de rééditer l'officiel récit du maréchal Alexandre Berthier, connu sous le titre de *Relation de la bataille de Marengo*, sans enlever un mot ni une virgule à sa cinquième version de 1805, elles offrent à lire le déroulement d'une journée littéralement revisitée. Bien plus que les mouvements des troupes ou la peinture topographique quasi scientifique de laquelle ses études au Génie n'auraient jamais dû le détourner à l'heure de l'écriture, Berthier consacre la seule gloire bonapartiste et définit le paradigme de la bataille napoléonienne pour longtemps. La démonstration de ce chef d'état major de l'armée des Alpes et d'Italie devenu ministre de la Guerre est un véritable instrument de légitimation du pouvoir de Bonaparte. C'est cette entreprise littéraire éminemment politique, destinée à séduire les consciences et renforcer l'autorité du premier Consul, que l'éditeur choisit de faire découvrir à son lecteur ; et en l'invitant à goûter, en introduction, les réflexions de Bernard Gainot sur la construction du « récit-propagande » et à le dépasser en conclusion en suivant l'analyse de Bruno Ciotti de la dernière campagne de Desaix (reprenant un article publié dans le numéro 324 d'avril-juin 2001 des *AHRF*, p. 83-97), il le met à l'évidence dans les meilleures conditions.

Bernard Gainot questionne le passage du réel au récit chez Berthier. Jamais le maréchal ne témoigne ; au contraire, il démontre, de manière implacable, d'un style vif, comment Bonaparte a supposément survolé Marengo pour vaincre les troupes autrichiennes de Mélas. Car Marengo fut un « fait politique tout autant qu'une bataille » (p. 2) et sa *Relation* un récit réinventé. La victoire de Marengo participe alors autant à l'entreprise de légitimation d'un pouvoir fragile qu'elle n'assure à nouveau à la France le contrôle de l'Italie septentrionale et démontre la supériorité stratégique de Bonaparte. Cette *Relation*, commandée, cinq fois retouchée et préservée *in extremis* dans son ultime version – à un moment où, devenu empereur et roi d'Italie, Napoléon jugea inapproprié de la conserver –, offre à apprécier un processus de réécriture historique et ses enjeux.

Rééditée (p. 11-72) telle qu'elle sortit des presses de l'Imprimerie impériale en 1805 et augmentée de huit illustrations couleurs, d'une belle qualité, reproduisant planches et perspectives de Marengo (deux des illustrations sont toutefois empruntées à la version de 1803), la *Relation* de Berthier est tout à la gloire de Bonaparte. En cinq temps successifs, les premières campagnes transalpines (12 p.), l'expédition d'Égypte et de Syrie (2 p.), les mouvements de l'armée de réserve (10 p.), la bataille de Marengo (40 p.) et la capitulation (8 p., reprenant l'intégralité de la *Convention* [signée] *entre les généraux en chef des armées française et impériale en Italie*), le maréchal peint une épopée militaire tout à l'avantage du seul Bonaparte, ne laissant que des miettes aux Murat, Masséna ou Lannes avant l'épisode proprement dit de Marengo. Le récit ne vit que *par et pour* le général en chef des armées. Bonaparte apparaît tout à la fois supérieur, brillant, pétri de génie, clairvoyant, habile, vif, prompt, tacticien hors pair. Les mots de Berthier l'héroïsent. Les semaines égyptiennes sont exclusivement évoquées pour peindre une France au bord de la guerre civile, aux mains des factions et gouvernée sans force, et élever Bonaparte au rang de sauveur, les manœuvres rhénanes pour dramatiser la situation générale dans le sud de la France et faire de son intervention la seule solution à un dénouement heureux. Comme sur un échiquier, face à un ennemi agissant toujours noblement et même habilement, Bonaparte pense l'avancée de chaque pièce. Les déplacements hasardeux deviennent des coups de maître et « la retraite » française un « mouvement de manœuvre » génial ; un immuable sens de la victoire semble présider à chaque manœuvre, obligeant au final l'ennemi à demander lui-même l'ouverture de négociations.

Le récit du maréchal trouve un nouvel écho lorsque Bruno Ciotti clôt cet *opus* en revenant sur le rôle réellement joué par le général Desaix et celui que Bonaparte a aussi voulu lui faire tenir. L'auteur saisit chronologiquement l'effet de l'intégration de Desaix à l'armée de réserve puis ses engagement et action personnels le 14 juin 1800, en fin d'après-midi, avant d'analyser l'utilisation de sa mort par Bonaparte. Il montre parfaitement comment Desaix saisit immédiatement l'enjeu politique du mouvement militaire engagé aux environs de San Giuliano et, comment, alors que Bonaparte « fait piètre figure en comparaison » (p. 98), son intervention évite non seulement la déroute aux troupes françaises mais renforce par là même la posture du premier Consul – qui ne peut être alors défait au moment où Moreau collectionne les succès sur le Danube et d'autres se préparent à le remplacer, éventuellement, à Paris. L'impulsion décisive donnée par le général Desaix est bien mise en lumière et l'instrumentalisation de sa mort à des fins personnelles très justement décryptée. Bonaparte entend immédiatement dépasser le peu d'émoi suscité par la mort de Desaix dans les rangs subalternes et payer le tribut d'estime qu'il doit à son compagnon. Le premier Consul corrige les rapports officiels trop secs – notamment ceux de Berthier –, et réclame que ses mérites soient loués, ouvrant ainsi la voie à toute une littérature de circonstance dans les jours suivants – seulement évoquée par l'auteur – faisant de Desaix un héros tombé au champ de gloire, mais surtout un simple exécutant des dispositions pensées par Bonaparte.



Plus que la simple réédition annotée de cette *Relation* de Berthier, cet ouvrage déconstruit pour mieux l'analyser un « récit-propagande ». L'amateur de batailles napoléoniennes, comme le spécialiste, y trouvera matière à nourrir sa connaissance critique d'un événement autant militaire que politique. Afin de saisir tous les enjeux de cette réécriture et d'en mesurer la portée globale, le lecteur gagnera à parcourir les pages de Jean-Paul Bertaud sur la militarisation de l'imaginaire public (*Quand les enfants parlaient de gloire. L'armée au cœur de la France de Napoléon*, Paris, Aubier, 2006), de Natalie Petiteau sur la construction de l'image d'un empereur de guerre donnant la paix (*Les Français et l'Empire*, Paris, La Boutique de l'Histoire/Université d'Avignon, 2008) et enfin d'Annie Jourdan sur l'usage que Napoléon fait de l'Histoire et la manière dont il façonne son image, entre guerre et culture, lors des campagnes italiennes (*Napoléon. Héros, imperator, mécène*, Paris, Aubier, 1998).

Cyril TRIOLAIRE

Dmitri BOVYKINE, **Анатолий Васильевич Адо : образ память [Anatoli Vassilievitch Ado : image et mémoire]**, Saratov, 2007, 125 p.

Les historiens sont prisonniers de leur temps : le regard qu'ils portent sur le passé est déterminé par leur présent et les résultats de leurs travaux sont sans cesse remis en question et dépassés. Anatoli Vassilievitch Ado n'échappe pas à ce piège tendu par le temps à la scientificité de l'histoire. Né le 8 janvier 1928 et mort le 1^{er} juillet 1995, il a vécu et œuvré en URSS sous l'emprise de l'idéologie dominante. Sa formation à l'Université de Moscou (1945-1953) ainsi que l'enseignement qu'il y dispensait jusqu'à la fin de ses jours portent des empreintes propres à ce lieu qu'il aimait et estimait hautement.

Quelques mois avant sa mort, dans la présentation de son livre *Paysans en révolution. Terre, pouvoir et jacquerie 1789-1794* (éd. Société des études robespierristes, Paris, 1996) pour l'édition française, Anatoli Ado, se disait conscient que l'ouvrage « écrit par un historien soviétique, dans le cadre de la tradition marxiste des études de la Révolution française de l'historiographie des années 1960-1970, porte le sceau de cette époque ». Intelligemment, il refusait « d'illustrer et développer ce constat », laissant le livre « vivre sa propre vie, indépendamment de son auteur ».

Aujourd'hui, nous pouvons partager l'opinion de Michel Vovelle qui a préfacé l'édition française pour affirmer que l'œuvre d'Anatoli Ado maintient « la place qui lui revient de droit, au rang des grands textes fondateurs de l'historiographie révolutionnaire ». Les futurs chercheurs lui confirmeront certainement sa place d'honneur dans l'historiographie inspirée d'un grand paradigme du xx^e siècle qu'était le marxisme.

S'il le souhaite, le lecteur des *AHRF* trouvera facilement les comptes rendus élogieux des *Paysans en révolution* paru en même temps en français et en allemand. En les lisant, il se fera une opinion sur la réception du livre par des spécialistes et sur les débats autour de lui, mais il se posera, justement en raison de ces éloges, une question incontournable : comment pendant la guerre froide un historien soviétique a pu devenir un très bon connaisseur des archives françaises et de l'histoire de la France ? comment a-t-il pu travailler dans son pays qu'on sait idéologiquement opposé à la France ?

Une explication à ce sujet se trouve en langue russe dans un recueil de témoignages réunis avec soin et entrelacés avec finesse par Dmitri Bovykine pour en faire un livre qui rend hommage à son cher maître ainsi qu'au cher directeur de thèse de dizaines d'autres historiens, moi comprise.

Le nom d'Ado ne sonnait pas russe, la légende familiale le faisait remonter aux ancêtres lointains venus de Suède. Ado, lui-même, parlait de ses racines suédoises avec une certaine ironie : selon lui, sa famille était parfaitement russe. Le père d'Ado a grandi parmi six autres enfants dans une maison aisée, il est devenu historien enseignant à l'université de Kazan (aujourd'hui la capitale du Tatarstan). Après sa mort, survenue vingt jours après celle de son fils unique, Vassili Ado a laissé ses mémoires qui seront publiés en 2000 à Kazan sous le titre *Notes d'un intellectuel russe du XX^e siècle*. Titre révélateur, si l'on veut comprendre où Anatoli Ado situait sa tradition. Comme son père, il appartenait à cette partie de l'intelligentsia russe ruinée mais non détruite moralement par la tempête révolutionnaire, qui a su s'enflammer pour la nouvelle construction socialiste.

Dmitri Bovykine crée très bien l'atmosphère d'amour et de joie de vivre qui caractérise, malgré toutes les difficultés d'existence matérielle et la tension politique, l'enfance et la jeunesse universitaire d'Anatoli Ado. Ce garçon était brillant et, à la fin de ses études, passionné d'histoire. Ses amis universitaires se souviennent de son énergie dans la direction du komsomol, puis de lui, jeune communiste toujours très attentif aux autres, juste, bien organisé, ayant l'estime de tous et un charme irrésistible auprès des filles.

Après la soutenance de sa thèse de troisième cycle et plusieurs années d'enseignement, le jeune historien talentueux et le communiste en vue a eu, à l'automne 1962, l'autorisation d'aller en France pour un long séjour d'études. Il s'y est rendu au sein d'un groupe de chercheurs déjà expérimentés mais présentés comme des étudiants suivant un programme d'échange international. Ce fut le seul et unique long séjour d'Anatoli Ado en France de toute sa carrière ; probablement, en raison d'un avis défavorable émis à son encontre après cette première expérience (expérience qui a, d'ailleurs, eu lieu grâce à la coexistence pacifique voulue par Khrouchtchev).

Le volume de travail qu'Ado a pu effectuer aux archives françaises est impressionnant. En même temps, il s'est créé beaucoup de connaissances et d'amis dans son milieu professionnel et a trouvé le plaisir de vivre en France : déguster des saveurs nouvelles, admirer les paysages, sentir le sens d'innombrables termes propres à la vie des paysans français. Au début, il y avait une certaine méfiance envers lui chez des collègues français : trop ouvert, trop joyeux et trop dynamique pour ne pas être du KGB. Albert Soboul lui a même fait passer un test en glissant dans leur conversation des données erronées concernant un membre de la Convention. Quand Ado le lui a fait remarquer, Soboul s'est référé à un dictionnaire mais Ado dit que la première édition de ce dictionnaire donnait les renseignements erronés et que la deuxième les corrigeait. « J'ai tout compris, dit alors Soboul, on se tutoie ». Le Roy Ladurie disait à Ludmila Pimenova que les « historiens soviétiques semblent être tous des agents du KGB à l'exception peut-être d'Ado ». En fin de compte, aucune étiquette ne lui est restée parce qu'il était savant et adversaire redoutable dans les discussions entre les spécialistes de l'histoire de la Révolution française. « Un esprit brillant » disait de lui Fernand Braudel, « un grand historien russe » selon Michel Vovelle.

Dmitri Bovykine a raison de retenir des multiples témoignages l'image d'un chercheur passionné par l'histoire et par la transmission des connaissances sur l'histoire. Les cours d'Ado au grand amphithéâtre Lénine avaient un grand succès, mais l'historien était encore plus fascinant pendant ses séminaires, devant quelques étudiants (quatre pour ma promotion – T.K.) qui voulaient le suivre dans sa spécialisation. Il livrait des connaissances très intéressantes et engageait des discussions se mettant entièrement à l'écoute de ses élèves. Pour leurs mémoires, il les écoutait en les recevant chez lui. Confortablement installé dans un fauteuil pour une longue conversation, il n'économisait pas son temps. Il savait être exigeant et ferme mais aussi très stimulant et encourageant, donnant envie de



mener à bien un mémoire ou un article. Ses élèves reconnaissaient en lui ce professeur de l'université que leur décrivaient des livres du XIX^e siècle. Étant fier de remplir sa mission sociale et la considérant toujours de la plus grande actualité, Ado était un excellent pédagogue. Pendant la décennie de la perestroïka, ses étudiants le sentaient se désillusionner et évoluer avec eux, et c'est à travers eux qu'Ado voulait s'assurer du lien avec l'histoire qui continue s'ouvrant à de nouvelles lectures et à de nouvelles interprétations.

Quand on termine de lire Dmitri Bovykine, on comprend que Anatoli Ado a été un chercheur sachant suivre, grâce à sa passion et à son humanité, « le moi de recherche » dissocié « du moi pathétique ». Sans connaître cette dissociation que Paul Ricoeur pense nécessaire pour la construction de l'objectivité historique, Anatoli Ado la pratiquait. C'est cette pratique qui le distingue d'une foule d'historiens-marxistes soviétiques à dominante du « moi pathétique » que Le Roy Ladurie a eu des raisons de confondre avec des agents des services spéciaux. Grâce au travail de mémoire opéré par Dmitri Bovykine, les jeunes chercheurs russes vont mieux comprendre comment tout en étant dans le système universitaire ou académique de l'URSS, certains individus, comme Ado, s'en détachaient puisqu'ils avaient un horizon tissé par la seule finalité scientifique.

Tamara KONDRATIEVA